



TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE GESTION	3
DONNÉES SOCIALES & ENVIRONNEMENTALES	14
COMPTES CONSOLIDÉS	17
COMPTES SOCIAUX	62
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER	83
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	85
LE GROUPE ROBERTET	95



R A P P O R T D E G E S T I O N
E X E R C I C E C L O S L E 3 1 D É C E M B R E 2 0 1 1



ROBERTET S.A.

RAPPORT DE GESTION 2011

Dans un environnement économique et financier perturbé par une relative faiblesse de l'activité dans les pays occidentaux et par une hausse sensible du prix des matières premières, Robertet a réalisé un exercice correct et supérieur à la moyenne de la profession.

Son chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 373,2 millions d'euros en progression de 3,1% qui seraient 5,3% à taux de change constant. Cette progression tient compte de l'intégration pour la totalité de l'exercice de la SAPAD, société spécialisée dans les produits organiques. En neutralisant cet impact la progression des ventes aurait été de 1,20 %, étant rappelé que 2010 avait progressé de 18,7%.

Les performances ont été bonnes pour les matières premières naturelles en croissance de 7,3% et pour la parfumerie fine qui permet à la division parfumerie de progresser de 4,1% et correctes pour les arômes alimentaires dont le chiffre d'affaires est stable.

Par zone géographique, l'Europe et principalement la France sont en forte progression, représentant près de 40% du chiffre d'affaires du Groupe. La part des USA descend à 31% du chiffre d'affaires. L'Asie et le Moyen Orient sont en croissance.

Dans ce contexte solide, le groupe a finalisé son investissement dans une nouvelle usine et centre de logistique à Grasse qui assure depuis le milieu de l'année 2011 les fabrications des compositions de parfums pour le compte de Robertet Grasse et de Charabot. Elle représente un budget de 27 millions d'euros et matérialise une nouvelle étape du rapprochement avec Charabot fortement génératrice de valeur ajoutée pour le groupe.

Un autre point fort du groupe aura été la poursuite des investissements dans le domaine des produits naturels d'origine qui sont plus que jamais un véritable atout de différenciation du Groupe qui bénéficie d'une source et d'un savoir-faire inégalé dans le domaine des matières premières aromatiques naturelles. L'intégration de la SAPAD, témoigne de l'affirmation de cette stratégie mais également l'expansion de son unité de fabrication en Turquie, ses investissements à Madagascar et en Nouvelle Calédonie et son engagement en Afrique du Sud pour le traitement des variétés locales.

La société devra approfondir encore sa présence dans ce domaine et d'autres projets sont à l'étude.

Le Groupe a également poursuivi son expansion géographique.

Son usine chinoise dont la vocation est de servir les clients locaux et internationaux opérant dans ce pays est maintenant opérationnelle, absolument indispensable dans sa stratégie d'accompagnement des clients internationaux de ses divisions parfumerie et arômes alimentaires et dans sa volonté d'accroître ses parts de marché dans la zone géographique Asiatique.

Les performances des unités ou groupe ont été les suivants :

ROBERTET GRASSE

La société mère détient l'ensemble des participations du groupe, en contrôle la gestion et est la structure industrielle la plus importante. Cette structure s'est encore étoffée en 2011 avec la mise en route de sa nouvelle usine centre de logistique à Grasse qui gère les fabrications des compositions pour le compte de la société et de Charabot.

Elle rayonne essentiellement sur l'Europe, l'Asie du sud est et le Moyen Orient.

Son chiffre d'affaire 2011 a été de 128 millions d'euros en croissance de 11% qui suit une croissance de 22% en 2010.

La division matières premières est en augmentation de 9%, la parfumerie de 20% et les arômes alimentaires de 2,3 %

La progression de la parfumerie est essentiellement attribuable aux excellents résultats de son centre de création parisien qui a engrangé de nombreux succès dans le secteur de la parfumerie sélective.

Malgré l'érosion de la marge brute produits du fait de la sensible hausse du prix des matières premières achetées et dans le cadre d'une bonne maîtrise de ses coûts, les résultats financiers sont en nette progression. Ainsi, l'excédent brut d'exploitation est même en augmentation de 33,9% à 17.1 millions d'euros.

L'endettement de la société est toutefois plus important du faite de la hausse des besoins en fonds de roulement et des immobilisations corporelles même s'il demeure modéré.

CHARABOT

Les performances de cette société sont en forte progression depuis sa prise de contrôle en septembre 2007. Le développement des ventes est un facteur positif mais elles doivent beaucoup à l'efficacité des opérations de rapprochement qui se sont déroulé de manière progressive et confortent ce projet industriel établi avant acquisition qui avait entre autre pour caractéristique de conserver intacts tous les atouts de la société et ne générer aucun licenciement.

Son chiffre d'affaire consolidé 2011 est de 96.6 millions d'euros en croissance de 2,5%.

Son résultat de bon niveau contribue positivement aux bénéfices consolidés du Groupe et sa situation financière est particulièrement solide.

FILIALES EUROPÉENNES

Robertet UK, Angleterre, a présenté un chiffre d'affaire et une rentabilité en faible augmentation. Cette filiale, bien positionnée sur le marché domestique, dispose d'une activité d'export en croissance sur l'Afrique anglophone.

Robertet Espagne est en croissance de 11%, principalement en arômes alimentaires malgré un environnement déprimé.

Robertet Suisse a de bons résultats en parfumerie, stable en arômes et une bonne situation financière.

Robertet Italie est en légère baisse ce qui dans le contexte est une performance correcte, et **Robertet Allemagne** conforte sa progression.

Robertet Savoury, filiale Belge et centre d'expertise du Groupe pour les arômes salés, présente des ventes en croissance de 15% et un bénéfice opérationnel en hausse de près de 20%.

ÉTATS-UNIS

La part du chiffre d'affaires réalisé aux États-Unis à un peu diminué en 2011 alors que la croissance avait été régulière depuis de nombreuses années. La position de Robertet sur ce marché demeure toutefois le grand point fort du Groupe aussi bien sur le plan de la couverture commerciale auprès des plus grandes sociétés américaines que de sa contribution aux bénéfices de Robertet.

Robertet INC qui assure la coordination internationale de la division matières premières et la promotion aux États Unis des produits fabriqués à Grasse présente un chiffre d'affaire et une rentabilité en petite hausse.

Robertet Flavours a un chiffre d'affaire stable de 105,50 millions de dollars. Sa collaboration étroite avec les plus grands groupes alimentaires américains est un atout précieux pour le développement international de Robertet. Son niveau de performance financier demeure élevé représentant un point important dans les profits du groupe.

Robertet Fragrances a pareillement dans le domaine de la parfumerie une action commerciale avec de fortes répercussions internationales. Toutefois, l'exercice 2011 a été difficile, marqué par une baisse des ventes et un déficit d'exploitation. Le budget de 2012 laisse augurer un net redressement de ces paramètres.

AMÉRIQUE LATINE

Robertet Mexique a réalisé un bon exercice avec des ventes en augmentation de 5% et une forte progression de ses résultats financiers. La société est bien organisée, dotée d'une trésorerie positive, dynamique, elle est une excellente tête de pont dans cette zone géographique en croissance.

Robertet Argentine est également en croissance dans un marché qui demeure à faible potentiel. Elle obtient cependant de bons résultats financiers.

Robertet Brésil évolue dans un marché en croissance qui est considéré comme stratégique pour de nombreux clients du Groupe aussi bien dans le domaine des arômes que de la parfumerie. La filiale est bien structurée pour apporter un service de qualité à ces clients prestigieux. Toutefois, elle évolue dans un pays où les coûts sont très élevés avec une monnaie qui s'apprécie, défavorisant les productions locales. Dans ce contexte, la filiale a subi des pertes importantes en 2011 et des mesures stratégiques devront être prises pour rétablir la situation financière à long terme.

ASIE

Même si des progrès ont été faits, la présence du Groupe sur cette zone en développement doit encore être améliorée.

L'usine chinoise de production d'arômes et de compositions de parfumerie monte en puissance et sera un atout indispensable pour servir les clients domestiques et internationaux dans un pays recelant de forts potentiels avec une croissance rapide. L'objectif est maintenant d'obtenir les succès commerciaux sur le marché domestique pour amortir l'investissement réalisé et assurer un développement rapide.

Pour l'Asie du sud est, notamment le Viêtnam, l'Indonésie et la Thaïlande, Robertet dispose d'équipes commerciales, de laboratoires de développement et d'un fonds de commerce de qualité. Les projets en cours devront contribuer à intensifier les efforts sur ces marchés.

L'Inde demeure une priorité du groupe pour assurer une bonne couverture internationale. Une réflexion est actuellement conduite pour augmenter la production locale de compositions de parfumerie.

Le Japon, peut être le plus ancien marché du groupe, demeure un secteur très important et les résultats de Robertet Japon sont bons en arômes alimentaires.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Après un exceptionnel exercice 2010 qui avait vu le bénéfice net consolidé grimper de 68%, l'exercice 2011 peut être aussi considéré comme un bon cru.

Le chiffre d'affaires consolidé est en légère augmentation de 3%, la marge brute est en diminution de 1% par rapport au chiffre d'affaires du fait de la forte hausse des prix des matières premières consommées.

L'EBITDA est de 49,9 millions d'euros contre 51,2 millions en 2010 et 33,9 millions d'euros en 2009.

Le résultat net est de 23,5 millions d'euros contre 24,2 en 2010 en légère diminution de 2,7% (en 2009, il était de 14,4 millions). Il se situe à 6,3% du chiffre d'affaires représentant une performance historiquement de bon niveau.

Ces résultats d'exploitation sont accompagnés par une excellente situation financière des sociétés du groupe dont l'endettement est très raisonnable .

Toutefois, la trésorerie présente un solde un peu négatif par rapport à 2010, du fait de l'augmentation des besoins en fond de roulement.

Sur la base de cette situation globale, le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale du 12 juin 2012, la distribution d'un dividende de 2,70 euros par titre, identique à celui de 2010 (il était de 1,95 euros pour 2009).

PRINCIPAUX INDICATEURS en milliers d'euros

	2011	2010	variation
Chiffre d'affaires	373 282	362 250	+3.05%
Excédent brut d'exploitation (Ebitda)	49 967	51 231	-2.47%
Résultat courant	37 651	40 103	-6.11%
Résultat net (part du Groupe)	23 292	24 056	-3.18%
Capitaux propres part du groupe	205 815	184 990	
Trésorerie nette (*)	-46 346	-33 474	
Actifs courants - Passifs courants	139 764	120 024	

(*) Trésorerie nette = trésorerie et équivalents de trésorerie + autres actifs financiers courants – dettes financières

PERSPECTIVES 2012

L'activité du premier trimestre demeure positive, le chiffre d'affaires au 31 mars 2012 est de 100 millions d'euros en progression de 5,8%.

Cette croissance touche les trois divisions opérationnelles du groupe avec une mention particulière pour les matières aromatiques naturelles en nette augmentation.

Par zone géographique, l'Europe et tout particulièrement le secteur de la fine fragrance est en très forte progression.

Dans un climat de fortes incertitudes, il peut toutefois être envisagé une légère hausse du chiffre d'affaires en 2012 qui pourrait s'accompagner d'une légère diminution de la marge brute du fait de la persistance d'un niveau de prix élevé des matières premières naturelles et de synthèse.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

A notre connaissance, il n'est survenu aucun événement depuis la date de clôture des comptes susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

Recherche et développement

La société consacre de façon permanente environ 8 % de son chiffre d'affaires aux actions de recherche, création et développement.

La société mère a bénéficié en 2011 de 912 000 euros au titre du Crédit d'impôt recherche

RISQUE DE CHANGE, DE TAUX, ET SUR ACTIONS – RISQUE PAYS

Risque de change

Une part prépondérante des ventes du groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro telles que le dollar US, la livre sterling, le yen, le réal, et le peso mexicain ou argentin. Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, n'induisant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

Les entités du Groupe qui sont exposées à un risque de change, principalement la société mère qui achète et vend en dollars, pratiquent une politique de couverture de ce risque avec pour objectif exclusif la couverture des risques générés par l'exploitation et le maintien des niveaux de marge brute opérationnelle. Aucun des produits de couverture utilisés ne peut être considéré comme présentant un caractère spéculatif.

L'exposition relative aux couvertures de change est donnée dans l'annexe aux comptes, note 11.

Risque de taux

Sur les 44.9 millions d'euros d'emprunts du Groupe, il subsiste un risque de taux sur 18.7 millions d'emprunts à taux variable. Le détail des emprunts est fourni en note 9 de l'annexe aux comptes.

Risque sur actions

Au 31 décembre 2011 le bilan du Groupe fait ressortir un poste trésorerie et équivalents trésorerie de 45.8 millions d'euros (41.4 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement représentées par des SICAV monétaires investies en titres de maturité très courte et ne présentant pas de risque en capital. Conformément aux règles comptables en vigueur, ces instruments sont évalués à leur valeur de marché, très proche de leur valeur comptable.

Risque pays

La société procède régulièrement à une évaluation de son exposition au risque pays. Aucune défaillance significative en matière de règlement n'est intervenue au cours de ces dernières années dans un pays identifié comme potentiellement risqué.

Répartition du capital, contrôle et actions d'autocontrôle

La famille Maubert, via Maubert SA détient 51 % des droits de vote simples et 60,34 % des droits de vote totaux de Robertet SA.

La société First Eagle Investment Management agissant pour le compte de plusieurs fonds dont elle assure la gestion possède 25 % du capital dont une partie en certificats d'investissement, ramenant les droits de vote à 19,80 %.

La société International Value advisors LLC agissant pour le compte de plusieurs fonds dont elle assure la gestion possède 10.50 % du capital et 6.80 % des droits de vote.

Proposition d'affectation du résultat

Le Conseil d'Administration, propose de fixer le dividende par action à 2.70 euros,

La proposition d'affectation du résultat de l'exercice est donc la suivante :

Dividendes	6 126 151,50 euros
Réserves	2 415 427,15 euros
Total	8 541 578,65 euros

Le total de la distribution proposée sera donc de 6 126 151,50 euros s'appliquant aux actions de chacune 2,5 Euros de nominal, ainsi qu'aux certificats d'investissements soit par action et par certificat d'investissement :

-Dividendes, 2.70 euros

Il est précisé que sur cette somme de 6 126 151. 50 euros, et conformément aux dispositions fiscales, la somme de 827 030 euros sera réglée directement au Trésor public, par la société au titre des prélèvements sociaux par virement bancaire dans les quinze premiers jours du mois qui suivra celle du paiement des dividendes.

De plus, pour les dividendes éligibles à l'abattement de 40%, les actionnaires pourront opter pour le prélèvement libératoire de 21%, cette option entraînant l'exclusion de l'abattement de 40%.

Les actionnaires devront exercer cette option dans les délais les plus brefs auprès de leur établissement teneur de titres.

En cas d'option, la société versera aux actionnaires, un dividende amputé de 34.50 % (21% de prélèvement libératoire et 13.50 % de prélèvements sociaux) et la somme correspondante sera versée directement au Trésor.

Le paiement du dividende de l'exercice 2011 sera assuré à compter du 20 juin 2012 par CACEIS Corporate trust, 14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux

Pour se conformer aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, il est rappelé que le montant des dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercices	Distribution globale	Abattement 40% ou prélèvement libératoire	Sans abattement
2008	4 007 601 €	Sur la totalité du montant distribué	-
2009	4 352 737 €	Sur la totalité du montant distribué	-
2010	6 058 788 €	Sur la totalité du montant distribué	-

Dépenses non déductibles fiscalement par application de l'article 39-4 du CGI

Nous vous précisons, par application de l'article 223 quater du Code général des impôts, que le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code correspondant aux amortissements des véhicules de tourisme non déductibles fiscalement, qui s'élèvent à un montant global de 153 388 Euros et qui ont donné lieu à une imposition de 52 810 Euros.

Conventions visées aux articles L 225-86 et suivants du code de commerce

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les termes du rapport spécial des commissaires aux comptes établi en conformité des articles L 225-38 et suivants du code de commerce.

Sont également proposées à l'Assemblée Générale extraordinaire les résolutions suivantes

Rachat des titres de la société

L'assemblée générale, sur le rapport du Conseil d'administration, faisant usage de la faculté prévue par l'article L. 225-209 du Code de commerce, autorise la société, pour une période de dix-huit mois, à racheter ses propres titres, actions et certificats d'investissements dans le cadre de plans pour les salariés ou en vue de leur annulation.

Le prix maximum d'achat ne devra pas excéder :

- **180 € par action ;**
- **120 € par certificat d'investissement.**

L'autorisation de rachat est plafonnée à 10 % du capital social de la société arrêté à ce jour et pourra, dans cette limite, soit pour l'intégralité du programme, être réalisée par voie d'acquisition de blocs de titres.

Le financement du programme de rachat pourra être opéré par utilisation de la trésorerie disponible, par émission de papier commercial et/ou par tirage sur des crédits bancaires à court ou moyen terme.

Cette autorisation met fin à celle accordée par la précédente assemblée en date du 7 juin 2011.

Attribution d'actions gratuites

L'Assemblée Générale, , après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, conformément aux articles L.225-197-1 et suivants du Code du commerce :

1. Autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes de la Société, au profit des membres du personnel ou de certaines catégories d'entre eux qu'il déterminera parmi les salariés et les mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées au sens de l'article L. 225-197-2.
2. Décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions. Cependant l'attribution d'actions gratuites aux dirigeants mandataires sociaux se fera sur proposition du comité de rémunération.
3. Décide que le nombre total d'actions existantes qui peuvent être attribuées gratuitement sur le fondement de la présente résolution ne pourra excéder globalement 2,5 % du capital social de la Société aux dates d'attributions considérées, ce montant ne tenant pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
4. Décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à deux ans, et que les bénéficiaires devront conserver lesdites actions pendant une durée fixée par le Conseil d'administration étant précisé que le délai de conservation ne pourra être inférieur à deux ans à compter de l'attribution définitive des dites actions. Ces délais pourront toutefois être réduits par le Conseil d'administration si, à la date de l'attribution par le Conseil d'administration, des dispositions légales plus favorables sont entrées en vigueur.

5. Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur et faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

L'autorisation conférée au Conseil d'administration en vertu de la présente résolution est valable pour une durée de 38 mois à compter de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration informera chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire, dans les conditions légales et réglementaires, en particulier l'article L.225-197-4 du code du commerce, des opérations réalisées dans le cadre de la présente opération.

Fonctions exercées par les dirigeants

Le Directeur général, les Directeurs Généraux Délégués ou Adjointes exercent tous des fonctions d'administrateurs ou assimilés dans toutes les sociétés du Groupe.

Philippe MAUBERT est également Président du conseil d'administration de MAUBERT SA, société holding contrôlant Robertet SA.

Rémunération des dirigeants

Cette information est fournie en page 59 du présent rapport financier.

Participation des salariés au capital social

Dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise il est détenu par les salariés 10 810 actions soit 0.48 % du capital et 0,31 % des droits de vote.

Délais de paiement fournisseurs

Conformément à l'article L441-6-1 du Code de Commerce, introduit par la loi de modernisation de l'économie, nous présentons ci-dessous sur les délais de paiement des fournisseurs :

en milliers d'euros

2010	TOTAL	échu	à échoir		
			0 et 30 jours	31 et 60 jours	plus de 60 jours *
DETTES FOURNISSEURS	13 292	1 347	7 258	4 168	519

2011	TOTAL	échu	à échoir		
			0 et 30 jours	31 et 60 jours	plus de 60 jours *
DETTES FOURNISSEURS	15 032	2 034	9 521	3 251	226

* Les dettes fournisseurs à plus de 60 jours ne concernent que des fournisseurs hors France.

DONNÉES SOCIALES & ENVIRONNEMENTALES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011



ROBERTET S.A.

DONNÉES SOCIALES & ENVIRONNEMENTALES

Informations sociales

Toutes les informations ci-après sont extraites du bilan social de la maison mère.

Effectifs au 31 décembre :

Total	535
Contrats à durée déterminée	27
Contrats à durée indéterminée	508
Hommes	284
Femmes	251
Cadres	136
Agents de maîtrise	133
Employés	144
Ouvriers	122

Age moyen : 45 ans

Ancienneté :

Plus de 5 ans	420	79%
Plus de 10 ans	320	60%
Plus de 20 ans	177	33%
Plus de 30 ans	56	10,5%

Mouvements :

Embauches	127
Fins de contrat	37
Démissions	4
Licenciements	3
Retraites	10

Handicapés : La société emploie 32 handicapés satisfaisant ainsi aux quotas imposés par la Cotorep.

Hygiène et sécurité : Nous avons déploré 26 accidents du travail ayant entraîné 1037 jours d'arrêt.

Intérim : Le nombre moyen des intérimaires a été de 84 personnes avec une durée moyenne de 10 jours, soit un coût de 4 132 500 euros.

Temps de travail : Le temps de travail annuel moyen est compris dans la limite de 1 600 heures.

Le nombre d'heures non travaillées pour maladie est de 38 336 heures, y compris les congés maternité et paternité. Le rapport entre les heures travaillées et les heures rémunérées, incluant l'impact des congés payés est de 83,50 %.

Informations environnementales (ne concernent que Robertet Grasse)

L'utilisation de solvants organiques dans nos activités nous amène à émettre dans l'atmosphère des composés organiques volatils (COV). Le pourcentage de perte par rapport aux solvants mis en œuvre est inférieur à celui préconisé pour les sites nouveaux dans le schéma de maîtrise des émissions dans le secteur de l'industrie aromatique.

Nous disposons à Grasse d'une station de traitement des effluents qui a traité en 2011 62 850 M3 de rejets, évacués pour retraitement. De ce fait nous n'émettons aucun élément polluant, ni dans le sol ni dans l'eau.

Nos autres déchets sont évacués soit pour être recyclés ou revalorisés soit utilisés comme combustibles via une filière de valorisation énergétique.

Les quantités ainsi évacuées en 2011 sont les suivantes, en tonnes :

Résidus végétaux	1 360
Déchets solides (emballages plastiques, fûts, cartons ...)	352
Déchets liquides (Huiles, eaux de chimie, boues de station ...)	811

Par ailleurs, à titre indicatif, les consommations d'énergie et eau ont été les suivantes :

Eau	100 000 M3
Gaz	23,73 millions de Kwh
Électricité	9,4 millions de Kwh

COMPTES CONSOLIDÉS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011



ROBERTET S.A.

ÉTAT DU RÉSULTAT DE LA PÉRIODE en milliers d'euros

	NOTE	31-déc.-11	31-déc-10
Vente de produits	12	373 282	362 250
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		373 282	362 250
Autres produits opérationnels		2 139	1 710
Achats consommés		(168 897)	(160 099)
Charges externes		(57 183)	(58 142)
Charges de personnel		(91 778)	(87 280)
Impôts et taxes		(7 598)	(7 208)
Dotations aux amortissements, provisions et reprises	13	(12 114)	(10 986)
Autres charges opérationnelles		(202)	(142)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	12	37 651	40 103
Cessions d'actifs		77	(149)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		37 728	39 955
Produits de trésorerie et d'équivalents trésorerie		90	406
Coût de l'endettement financier brut		(2 524)	(1 955)
Coût financier net	14	(2 434)	(1 549)
Autres produits et charges financiers	14	583	(569)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		35 877	37 836
Impôts courants et différés	15	(12 329)	(13 715)
RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES		23 548	24 121
Résultat des sociétés mises en équivalence			90
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		23 548	24 211
Résultat net attribuable aux intérêts minoritaires		256	155
RÉSULTAT NET (part du Groupe)	12	23 292	24 056
RÉSULTAT NET PAR ACTIONS EXISTANTES (en euros)		10,31	10,72
RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTIONS (en euros)	20	10,35	10,77
RÉSULTAT NET DILUÉ (en euros)	20	10,32	10,73

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL en milliers d'euros

	31-déc.-11	31-déc.-10
Résultat net	23 548	24 211
Variation des écarts de conversion	3 453	8 144
Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture	58	213
Incidence fiscale	-20	-73
Résultat global	27 039	32 494
Part revenant aux actionnaires de Robertet SA	26 728	32 259
Part revenant aux intérêts minoritaires	310	235

ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ - AGRÉGATS En Millions d'Euros

	2011	2010	% d'évolution
Chiffre d'Affaires	373 282	362 250	3.05 %
EBITDA (1)	49 967	51 231	-2.47 %
Résultat Opérationnel Courant (2)	37 651	40 103	-6,11 %
Résultat Opérationnel	37 728	39 955	-5.57 %
Bénéfice Net	23 548	24 211	-2.74%

(1) Il s'agit du résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements, provisions et reprises et les autres charges opérationnelles (celles considérées comme non courantes).

(2) Définitions : voir note 1.26

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE en milliers d'euros

	NOTE	31-déc.-11	31-déc.-10
ACTIFS NON COURANTS		144 269	136 559
GOODWILL	2	17 635	15 701
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		992	922
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	117 135	112 974
ACTIFS FINANCIERS	4	7 304	3 866
PART DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	2		2 070
IMPÔTS DIFFÉRÉS	15	1 204	1 026
ACTIFS COURANTS		228 993	198 488
STOCKS ET ENCOURS	5	96 334	76 685
CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	6	73 299	64 588
AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATIONS	7	9 743	11 584
ACTIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES		2 373	418
AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	4	1 426	3 820
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	4	45 818	41 393
TOTAL ACTIF		373 262	335 047
	NOTE	31-déc.-11	31-déc.-10
CAPITAUX PROPRES		207 132	186 106
CAPITAL		5 646	5 608
PRIMES D'ÉMISSION		9 997	9 035
RÉSERVES CONSOLIDÉES		190 172	170 346
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		205 815	184 990
INTÉRÊTS MINORITAIRES		1 317	1 116
PASSIFS NON COURANTS		76 901	70 477
PROVISIONS - PART A LONG TERME	8	7 458	6 005
PASSIFS FINANCIERS - PART A LONG TERME	9	61 430	58 720
IMPÔTS DIFFÉRÉS	15	8 014	5 751
PASSIFS COURANTS		89 229	78 464
PROVISIONS - PART A COURT TERME	8	914	2 283
PASSIFS FINANCIERS - PART A COURT TERME	9	32 160	19 967
PASSIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES		1 645	2 816
FOURNISSEURS		28 786	29 533
AUTRES PASSIFS COURANTS	10	25 724	23 866
TOTAL PASSIF		373 262	335 047

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES en milliers d'euros

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserve de conversion	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Total capitaux propres au 1^o janvier 2010	5 566	8 288	150 785	(8 856)	155 781	882	156 664
Résultat global			24 195	8 063	32 259	235	32 494
Dividendes versés			(4 353)		(4 353)		(4 353)
Exercice de stock-options	42	748	(10)		780		780
Attribution d'actions gratuites			184		184		184
Variation de périmètre			4		4	(2)	2
Annulation actions propres			55		55		55
Autres variations			281		281	1	282
Total des autres variations des capitaux propres	42	748	(3 839)		(3 049)	(1)	(3 051)
Total capitaux propres au 31 décembre 2010	5 608	9 036	171 139	(792)	184 990	1 115	186 106
Résultat global			23 330	3 399	26 728	310	27 039
Dividendes versés			(6 071)		(6 071)		(6 071)
Attribution d'actions gratuites			221		221		221
Exercice de stock-options	38	961			999		999
Variation de périmètre			(1 032)		(1 032)	(105)	(1 137)
Autres variations			(20)		(20)	(5)	(25)
Total des autres variations des capitaux propres	38	961	(6 902)		(5 903)	(109)	(6 012)
Total capitaux propres au 31 décembre 2011	5 646	9 997	187 567	2 606	205 815	1 317	207 132

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE en milliers d'euros

	31-déc.-11	31-déc.-10
Résultat net consolidé	23 292	24 056
Intérêts minoritaires	256	155
Élimination du résultat net des MEE		(90)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	10 019	9 796
Dotations nettes aux provisions	254	1 361
(Plus)/Moins-value sur cessions actifs	(77)	149
Charges et Produits sans incidence trésorerie	21	519
Charges d'impôt (exigible et différé)	12 331	13 715
Coût de l'endettement financier net	1 933	1 549
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	48 028	51 211
Variation des stocks	(15 748)	(13 170)
Variation des créances clients et autres comptes débiteurs	(5 475)	(1 311)
Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs	(816)	7 060
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	(22 039)	(7 421)
Intérêts versés et reçus	(1 939)	(1 547)
Impôts versés	(13 523)	(9 190)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	10 527	33 052
Investissements industriels et locations-financement	(13 245)	(19 823)
Investissements financiers net des désinvestissements	(3 356)	(4 293)
Cessions d'actifs	3 109	686
Incidence des variations de périmètre	(1 596)	(565)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(15 087)	(23 994)
Augmentation de capital de la société mère	999	780
Dividendes versés par la société mère	(6 071)	(4 353)
Souscriptions d'emprunts	10 250	22 504
Remboursements d'emprunts	(9 812)	(15 246)
Variation nette des autres dettes financières	1 160	197
Trésorerie provenant des opérations de financement	(3 474)	3 882
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	1 267	1 388
Variation globale de le trésorerie	(6 766)	14 328
Trésorerie nette à l'ouverture	32 229	17 902
Trésorerie nette à la clôture	25 463	32 229

Trésorerie nette	31-déc-11	31-déc-10
Disponibilités	37 717	38 039
Valeurs mobilières de placement	8 101	3 354
Découverts bancaires	(20 356)	(9 164)
TOTAL	25 463	32 229



1. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

1.1. Contexte général

En accord avec le règlement européen n° 1606/02, les comptes consolidés du Groupe Robertet, ci-après, "le Groupe", sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2011.

Robertet SA est une société anonyme de droit français. Le siège social est situé 37 avenue Sidi Brahim à Grasse. Elle a pour principale activité la création de produits aromatiques destinés principalement à l'industrie de la parfumerie et de l'agro-alimentaire.

Les comptes consolidés de Robertet ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 24 avril 2012 et seront soumis, le 12 juin 2012, pour approbation à l'assemblée générale des actionnaires qui dispose du pouvoir de les faire modifier.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe qui sont publiés au titre de l'exercice 2011 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Pour la présentation des comptes consolidés de l'exercice 2011, le Groupe a appliqué l'ensemble des normes et interprétations entrées en vigueur au niveau européen, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 :

Normes/Interprétation	
IAS 24 révisée	Information relative aux parties liées.
Améliorations de diverses normes	Améliorations des normes IFRS publiées en 2010.
Amendement d'IAS 32	Instruments financiers : présentation – Classement des émissions de droits.
IFRIC 19	Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres.
Amendement d'IFRIC 14	IAS 19 – Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction – Paiements d'avance d'exigences de financement minimal.
Amendement d'IFRS 1	Exemptions relatives aux informations à fournir au titre d'IFRS 7, applicable aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} juillet 2010

La première application de ces normes, interprétations et amendements n'a pas d'impact significatif sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2011.

À la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations suivantes étaient émises par l'IASB (International accounting standards board) mais non encore adoptées par l'Union européenne ou non applicables par anticipation :

- amendement d'IFRS 1, "hyperinflation grave et suppression des dates d'application ferme pour les nouveaux adoptants", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2011 ;
- amendement d'IFRS 9, "instruments financiers", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015 ;
- IFRS 10, "états financiers consolidés", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013
- IFRS 11, "accords conjoints", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- IFRS 12, "informations à fournir sur les participations dans les autres entités", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- IFRS 13, "évaluation de la juste valeur", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- amendement d'IAS 1, "présentation des autres éléments du résultat global", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2012 ;
- amendement d'IAS 12, "recouvrement des actifs sous-jacents", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2012 ;
- amendement d'IAS 19, "avantages du personnel", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- amendement d'IAS 27, "états financiers individuels", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- amendement d'IAS 28, "participation dans des entreprises associées et dans des co-entreprises", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- IFRIC 20, "frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2011 et est en cours d'analyse pour évaluer les conséquences de leur application.

1.2 Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes des sociétés du Groupe, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, font l'objet de retraitements afin d'être en conformité avec les principes comptables du Groupe.

Les critères de liquidité et d'exigibilité des divers postes du bilan sont précisés, lorsque requis, dans les notes annexes correspondantes.

Les modalités d'évaluation des postes du bilan sont décrites dans les paragraphes ci-dessous : immobilisations incorporelles et corporelles, stocks et en-cours, clients.

1.3 Méthodes de consolidation

Les filiales (sociétés significatives contrôlées exclusivement) sont consolidées par intégration globale.

Les entreprises sur lesquelles Robertet exerce un contrôle conjoint ou une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation. La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement, de même que les résultats internes au Groupe (dividendes, plus values, marges en stock).

Toutes les sociétés ont été consolidées sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2011.

1.4 Conversion des comptes exprimés en devises

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du Groupe est la monnaie locale en vigueur.

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice.

La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste "Réserve de conversion".

1.5 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de change en résultant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en produits et charges financiers.

1.6 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Les principaux éléments concernés par l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sont les engagements de retraite, les écarts d'acquisition et les stocks.

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la direction dispose à la date d'arrêté des comptes. Une évolution divergente des estimations et des hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

1.7 Regroupement d'entreprise

Tous les éléments identifiables d'actif acquis et d'éléments de passif acquis ou éventuels sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du transfert de contrôle au profit du Groupe (date d'acquisition), indépendamment de la prise en compte de tout intérêt minoritaire.

Le coût d'un regroupement d'entreprises est égal au prix d'acquisition. Tout excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, du passif et des passifs éventuels comptabilisés, est inscrit à l'actif en goodwill.

Les goodwill ne sont pas amortis, mais, conformément à la norme IAS36 « dépréciations d'actifs », font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

1.8 Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles :

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38, un actif incorporel est comptabilisé à l'actif de l'état de la situation financière s'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles dont la durée de vie ne peut être définie font l'objet d'une revue annuelle afin de s'assurer que la durée d'utilité n'est pas devenue finie.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie font l'objet d'un amortissement suivant le mode linéaire, dès lors que l'actif est prêt à être utilisé. Au cours de la durée de vie d'une immobilisation incorporelle, il peut apparaître que l'estimation de sa durée d'utilité est devenue inadéquate. Ainsi que le prévoit IAS 38, la durée d'amortissement et le mode d'amortissement de cette immobilisation sont réexaminés et si la durée d'utilité attendue de l'actif est différente des estimations antérieures, la durée d'amortissement est modifiée en conséquence.

Immobilisations corporelles :

Valeur brute :

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les valeurs résiduelles sont en général considérées comme nulles.

Conformément à la norme IAS 23 applicable aux exercices ouverts au 1^o janvier 2009, le coût des nouveaux emprunts est inclus dans le coût des immobilisations.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

Amortissement :

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

- Constructions : 20 ans à 40 ans
- Installations techniques : 5 ans ou 10 ans
- Autres immobilisations : 4 à 8 ans

1.9 Perte de valeur des goodwill et des actifs immobilisés

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur des goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée d'utilité indéterminée, catégorie limitée pour le Groupe aux goodwill.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie ou unités de reporting (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat entre l'agrégat "résultat opérationnel courant" et l'agrégat "résultat opérationnel". La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

1.10 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des titres de participation et d'autres immobilisations financières.

Les titres de participation représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ils sont analysés comme des prêts et créances et sont comptabilisés à leur juste valeur ou, en l'absence d'un marché actif, à leur coût d'acquisition que le Groupe estime représenter à leur juste valeur.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les autres immobilisations financières sont comptabilisées au coût amorti.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure.

Les prêts et placements long terme sont comptabilisés au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Les actifs financiers désignés comme détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le Groupe ne détient pas de tels actifs au 31/12/2011.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat en "produits de trésorerie et équivalents de trésorerie".

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

Les achats et ventes d'actifs financiers sont généralement comptabilisés à la date de la transaction.

1.11 Stocks et encours

Conformément à la norme IAS 2 « stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

La méthodologie de calcul de la provision pour dépréciation des stocks consiste en un abattement de la valeur des produits en stocks en fonction de la nature des produits et de leur ancienneté de sorte que, in fine, tous les produits ayant plus de 5 ans sont dépréciés à 100%, à l'exception des éléments dont la valeur

d'utilité n'est pas sensible à la durée de détention tels que les emballages. En complément, la dépréciation est ajustée d'une part sur la valeur d'utilité des matières premières, appréciées dans la capacité à écouler les matières premières stockées dans les produits finis, et d'autre part sur la valeur de réalisation des stocks de produits finis analysées référence par référence par les contrôles de gestion du groupe.

Les produits en stock sont régulièrement contrôlés et ceux qui sont inutilisables sont détruits.

1.12 Créances et dettes commerciales

Les créances et dettes commerciales sont enregistrées à leur initiation à la juste valeur. La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur nominale compte tenu des échéances de paiement généralement inférieures à 3 mois. Ces créances et dettes commerciales sont ensuite comptabilisées au coût amorti.

Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation en fonction soit d'un risque commercial soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

1.13 Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

1.14 Trésorerie

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

1.15 Provisions

Conformément à la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée chaque fois que les organes de Direction du Groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un évènement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées, si l'impact est significatif.

1.16 Engagements de retraite et assimilés

Ces engagements sont provisionnés au bilan. Ils comprennent les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière, médailles du travail ainsi que ceux relatifs aux régimes à prestations définies dont la gestion n'est pas complètement externalisée. Pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation au titre de chaque régime, le Groupe utilise la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière selon la méthode dite des unités de crédit projetées. La valorisation des engagements et des actifs de couverture est effectuée chaque année et tient compte, notamment pour la valorisation des engagements, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux .

La part à moins d'un an des provisions pour engagements de retraites et pour autres avantages du personnel est présentée dans les passifs courants.

Les écarts actuariels sont immédiatement comptabilisés dans le compte de résultat.

1.17 Plans de souscription et d'achat d'actions

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions », le Groupe comptabilise une charge compensatoire pour tous les instruments sur actions propres octroyés à ses salariés.

Le Groupe réalise régulièrement des opérations d'octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions à un prix unitaire convenu.

Lors de l'octroi d'options, le Groupe évalue la juste valeur des instruments à la date d'octroi. Le Groupe utilise le modèle mathématique Black & Scholes pour les valoriser. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans effet sur cette évaluation. Cette juste valeur est constatée linéairement en compte de résultat (en résultat opérationnel courant) sur la période d'acquisition des droits avec contrepartie directe en capitaux propres.

1.18 Impôts

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts différés », les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres. Les crédits d'impôt recherche sont comptabilisés comme une subvention et sont inscrits en compte de résultat dans la rubrique « autres produits opérationnels » (norme IAS 20).

1.19 Ventes de produits

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Il est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

1.20 Évaluation et comptabilisation des instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang. La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives.

Pour qu'un dérivé de change ou de taux soit éligible à la comptabilité de couverture (de flux futurs ou de juste valeur) il est nécessaire de définir et documenter la relation de couverture et de démontrer son efficacité tout au long de sa vie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de valeur d'actifs, de passifs ou d'engagements fermes. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeurs de flux futurs de trésorerie.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. Généralement les instruments dérivés utilisés par le Groupe sont qualifiés comptablement d'instruments de couverture; dans ce cas, la variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée dans les capitaux propres.

1.21 Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont essentiellement composés d'emprunts auprès des établissements de crédit et de dettes relatives aux contrats de location-financement. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

1.22 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent notamment les stock options et les actions gratuites émis par le Groupe.

1.23 Frais de recherche et développement

Les coûts de frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges dans la mesure où les critères de reconnaissance en tant qu'actif ne sont pas remplis selon la Direction.

1.24 Politique de gestion des fonds propres

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des circonstances et des besoins.

1.25 Information sectorielle

Le Groupe Robertet fonctionne sur un schéma d'organisation orienté selon deux axes principaux :

- les Directions de Divisions ont pour mission d'élaborer la stratégie mondiale sur les familles de produits dont elles ont la charge. Elles assurent le développement des nouveaux produits, de leur conception à la mise en œuvre des stratégies industrielles, et sont responsables du marketing (gammes, prix, moyens publicitaires, circuits de distribution...) ;
- les Directions Générales Continentales qui sont chargées de développer les positions du Groupe sur leurs zones géographiques respectives. Le Groupe compte trois Directions : Europe, Amérique et autres pays du Monde. Dans le cadre de la stratégie commerciale et marketing définie par les Directions de Divisions, elles gèrent les réseaux commerciaux.

En conséquence, l'information sectorielle présentée est une information par Divisions, ces dernières étant par ailleurs considérées comme des UGT (Unité Génératrice de Trésorerie).

1.26 Résultat opérationnel et résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond à la définition présentée dans la recommandation n°2009-R-03 du Conseil National de la comptabilité du 2 juillet 2009 relative au format des états financiers des entreprises sous référentiel international. Il comprend notamment la totalité de la charge de la Contribution Économique Territoriale (CET), taxe collectée en France, y compris sa composante basée sur la valeur ajoutée. Cette classification en charges d'exploitation est donc sans changement par rapport à la Taxe Professionnelle qu'elle a remplacée.

Le résultat opérationnel se calcule à partir du résultat opérationnel courant et intègre les autres produits et charges tels que les résultats sur cessions des immobilisations corporelles et incorporelles.

NOTE 2 – GOODWILL en milliers d'euros

Les goodwill à l'actif du bilan se décomposent comme suit :

	31-déc.-11	31-déc.-10
Division Arômes :		
Valeur Brute	7 879	7 879
Dépréciation		
Valeur Nette	7 879	7 879
Division Parfumerie :		
Valeur Brute	7 822	7 822
Dépréciation		
Valeur Nette	7 822	7 822
Division Matières Premières		
Valeur Brute	1 934	
Dépréciation		
Valeur Nette	1 934	
Total Valeurs Nettes	17 635	15 701

L'évolution des valeurs nettes s'analyse ainsi :

	31-déc.-11	31-déc.-10
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	15 701	15 701
Acquisitions	1 934	
Sorties de périmètre		
Autres mouvements		
Total	17 635	15 701

Les goodwill sont alloués à des groupes d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) en fonction de l'activité à laquelle ils se rapportent. Les UGT définies depuis l'exercice 2007 correspondent aux divisions du Groupe : Arômes, Parfumerie et Matières Premières.

Il n'y a pas d'indices de dépréciations relatifs à certains actifs significatifs.

Il a été procédé à un test de valeur des UGT, auxquelles il a été affecté un goodwill (tests au 31 décembre 2011).

Ce test a été déterminé en utilisant les projections à 5 ans des flux de trésorerie générés par les ventes de chaque division.

Au-delà de ces 5 années, une valeur terminale a été déterminée à partir d'un taux de croissance de 2,5%. L'actualisation de ces flux est effectuée à un taux de 8,70%. Ce taux est avant impôt.

Le résultat des tests confirme qu'il n'y a pas matière à dépréciation des actifs affectés à ces UGT.

Un taux de croissance perpétuel nul n'entraînerait aucune dépréciation.

Le niveau de taux d'actualisation (hypothèse-clé) pour lequel la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable (après prise en compte de tous les effets résultant de ce changement sur les autres variables utilisées) est :

- Division Arômes : 18%
- Division Parfumerie : 13%
- Division Matières Premières : 14,2%

Regroupement d'entreprises : prise de contrôle de la Société SA Plantes Aromatiques du Diois (SAPAD)

Robertet a acquis 16,78% de titres supplémentaires de la SAPAD, portant ainsi sa participation de 49,21% à 65,99%. Cette société spécialisée dans les matières premières biologiques est un facteur d'accélération de la croissance de Robertet dans les produits aromatiques naturels.

Cette acquisition constitue un regroupement d'entreprises au sens d'IFRS 3 révisée. La SAPAD, qui était mise en équivalence dans les comptes au 31 décembre 2010, a ainsi été consolidée globalement dans les comptes consolidés 2011. Le goodwill est calculé de la manière suivante :

	Montant
Coût d'acquisition des titres	1 284
Juste valeur des titres précédemment détenus	2 157
Juste valeur des actifs nets acquis	1 507
Goodwill	1 934

Les actifs et passifs constituant le bilan de la SAPAD sont les suivants :

	Bilan
ACTIF	
Actifs non courants	501
Stock	5 084
Créances clients	844
Autres actifs courants	135
TOTAL DES ACTIFS	6 564
PASSIF	
Capitaux propres	2 478
Dettes financières	2 681
Fournisseurs	2 681
Autres passifs	185
TOTAL DES PASSIFS	6 564

Les éléments du compte de résultat de la SAPAD intégrés globalement sont les suivants :

	31-déc.-11
Chiffre d'affaires	6 729
Résultat net	257

Robertet est engagée à acquérir les actions restantes entre 2013 et 2017, ce qui a conduit à constater dans les comptes consolidés une dette financière de 1,7 millions d'euros au titre d'un put sur minoritaires avec comme contrepartie les intérêts et les capitaux propres (cf. Note 9).

NOTE 3 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES en milliers d'euros

IMMOBILISATIONS	Valeur au 31-déc.-09	Écart de conversion	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Variation de Périmètre	Valeur au 31-déc-10
Terrains	21 912	270	20	1			22 201
Constructions	71 707	2 259	2 005	99	1 764		77 636
Installations techniques	101 668	2 330	2 815	472	-1 434		104 907
Autres immobilisations	13 372	332	1 521	737	- 209	3 828	18 107
Immobilisations en cours	9 734	17	13 323		- 122	378	23 330
TOTAL	218 392	5 208	19 684	1 309	- 1	4 206	246 180

IMMOBILISATIONS	Valeur au 31-déc.-10	Écart de conversion	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Variation de Périmètre	Valeur au 31-déc-11
Terrains	22 201	- 23	11	9			22 180
Constructions	77 636	992	3 351	2 580	16 923		96 322
Installations techniques	104 907	514	3 580	2 693	8 192	357	114 857
Autres immobilisations	18 107	309	902	691	1 113	101	19 841
Immobilisations en cours*	23 330	62	5 262	155	-26 228		2 271
TOTAL	246 180	1 854	13 106	6 128		458	255 470

*Les investissements réalisés dans le cadre de la nouvelle unité de production parfumerie à Grasse (France) ont été mis en service le 1^o avril 2011, et s'élèvent à 24 970 milliers d'euros.

AMORTISSEMENTS	Valeur au 31-déc.-09	Écart de conversion	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Variation de Périmètre	Valeur au 31-déc.-10
Terrains	1 341		153				1 494
Constructions	35 460	571	2 872	86	2 080		40 897
Installations techniques	75 963	1 398	5 183	440	-2 081		80 023
Autres immobilisations	9 705	93	1 193	375		177	10 793
TOTAL	122 468	2 062	9 401	901	-1	177	133 206

AMORTISSEMENTS	Valeur au 31-déc.-10	Écart de conversion	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Variation de Périmètre	Valeur au 31-déc.-11
Terrains	1 494		148	9			1 633
Constructions	40 897	243	2 790	2 574	- 683		40 673
Installations techniques	80 023	514	5 793	2 593	672	206	84 615
Autres immobilisations	10 793	- 3	1 337	775	8	55	11 415
TOTAL	133 206	754	10 068	5 951	- 3	261	138 335

VALEUR NETTE	112 974						117 135
---------------------	----------------	--	--	--	--	--	----------------

Les immobilisations présentées ci-dessus incluent des constructions, installations techniques et autres immobilisations en location financement pour les montants suivants :

	31-déc.-11	31-déc.-10
Installations techniques	2 249	2 535
TOTAL	2 249	2 535

La charge d'amortissement pour l'exercice 2011 pour ces immobilisations en location-financement est de 370 K€, contre 485 K€ en 2010.

NOTE 4 – ACTIFS FINANCIERS en milliers d'euros

1. CATÉGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

Les différentes catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

31 décembre 2011						
	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	TOTAL
Instruments financiers dérivés non courants						
Autres actifs financiers non courants		7 304				7 304
Clients		73 299				73 299
Autres débiteurs		9 743				9 743
Instruments financiers dérivés courants						
Autres actifs financiers courants			1 426			1 426
Trésorerie et équivalents de trésorerie		37 717	8 101			45 818
Actifs financiers		128 063	9 528			137 590

31 décembre 2010						
	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	TOTAL
Instruments financiers dérivés non courants						
Autres actifs financiers non courants		3 866				3 866
Clients		64 588				64 588
Autres débiteurs		11 584				11 584
Instruments financiers dérivés courants						
Autres actifs financiers courants			3 820			3 820
Trésorerie et équivalents de trésorerie		38 039	3 354			41 393
Actifs financiers		118 077	7 174			125 251

Titres disponibles à la vente :

Cette catégorie d'actifs inclus notamment les titres de participation non consolidés et les valeurs mobilières qui ne répondent pas aux autres définitions d'actifs financiers. Les plus ou moins values latentes constatées sur cette catégorie d'actif sont comptabilisées dans les capitaux propres jusqu'à leur cession. Fin 2010 et 2011, le Groupe ne détenait pas d'actif entrant dans cette catégorie.

Prêts et créances :

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables et qui ne sont pas cotés.

Actifs financiers à la juste valeur par le résultat :

Sont classés comme actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat les valeurs mobilières de placement que le Groupe Robertet a acquises pour être vendues ou rachetées à court terme. Elles sont évaluées à la juste valeur à la clôture, et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les justes valeurs de valeurs mobilières de placement sont déterminées principalement par référence au prix du marché. (Cf. Note 17)

Les 9,5 millions d'euros à fin 12/2011 représentent des placements court terme (moins d'un an), essentiellement des comptes à terme et des certificats de dépôt.

Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres :

Il s'agit des instruments qualifiés d'instruments de couverture.

2. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

	31-déc.-11	31-déc.-10
Titres de participations comptabilisés au coût de revient (2)	186	186
Dépôts et cautionnements	1 398	1 252
Créances rattachées à des participations	814	953
Autres titres immobilisés (1)	4 791	1 343
Prêts	116	132
TOTAL	7 304	3 866
PART DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		2 070

(1) Il s'agit principalement de placements à long terme de la filiale américaine Robertet Flavors.

Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2010 :

	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	% de détention	Capitaux Propres	Résultat
ROBERTET INDIA	12		12	100%		
ROBERTET IRAN	200	200		49%	1 894	228
AUTRES	174		174			
TOTAL	386	200	186			

Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2011 :

	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	% de détention	Capitaux Propres	Résultat
ROBERTET INDIA	12		12	100%		
ROBERTET IRAN	200	200	-	49%		
AUTRES	174		174			
TOTAL	386	200	186			

3. ACTIFS FINANCIERS COURANTS

	31-déc.-11	31-déc.-10
Placements de trésorerie à court terme (1)	1 426	3 820
TOTAL	1 426	3 820

(1) Il s'agit de placements à court terme de la filiale américaine Robertet USA.

NOTE 5 – STOCK en milliers d'euros

	31-déc.-11	31-déc.-10
Matières premières	63 034	50 133
En-cours et produits finis	36 788	29 528
Valeur brute	99 822	79 661
Provisions	(3 489)	(2 977)
VALEUR NETTE	96 334	76 685

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

	31-déc.-11	31-déc.-10
Solde à l'ouverture de l'exercice	2 977	3 567
Variation de périmètre	51	
Augmentations	839	352
Reprises et utilisations	(366)	(1 004)
Variation du taux de change	(12)	62
Solde à la clôture de l'exercice	3 489	2 977

NOTE 6 – CRÉANCES en milliers d'euros

Ventilation des créances clients	31-déc.-11	31-déc.-10
Europe	29 605	26 995
Amérique du Nord	14 333	12 512
Amérique du Sud	7 986	6 395
Asie	18 656	16 449
Autres pays	6 087	5 344
TOTAL CRÉANCES BRUTES	76 666	67 695
Provisions pour dépréciation	3 367	3 107
TOTAL CRÉANCES NETTES	73 299	64 588

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

	31-déc.-11	31-déc.-10
Solde à l'ouverture de l'exercice	3 107	2 994
Augmentations	972	1 453
Reprises et utilisations	(671)	(1 384)
Variation du taux de change	(42)	62
Autres mouvements	1	(18)
Solde à la clôture de l'exercice	3 367	3 107

NOTE 7 – AUTRES ACTIFS en milliers d'euros

	31-déc.-11	31-déc.-10
Charges constatées d'avance	4 342	3 574
Autres créances	5 401	8 010
TOTAL AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION	9 743	11 584
Actifs d'impôts exigibles	2 373	418
Actifs d'impôts différés	1 204	1 026
TOTAL	13 320	13 028

NOTE 8 – PROVISIONS en milliers d'euros

	Ouverture	Dotations	Utilisations	Variation du taux de change	Autres*	Clôture
INDEMNITÉS RETRAITE (3)	3 914	1 001	-157		-94	4 665
Autres engagements envers le personnel (2)	1 388	256	-187	-26		1 431
Autres risques (1)	2 986	1 113	-1 772	-59	7	2 275
RISQUES ET CHARGES	4 374	1 369	-1 959	-85	7	3 706
TOTAL PROVISIONS	8 288	2 370	-2 116	-85	-87	8 372
Dont passifs courants	2 283					914
dont passifs non courants	6 005					7 458

* La colonne "Autres" représente les mouvements sans impact sur le compte de résultat (en dehors de la variation de change). Il s'agit principalement de l'ajustement de la provision retraite couverte par un actif (voir §A.)

(1) Autres risques :

Les autres risques correspondent essentiellement à des risques sociaux, fiscaux et commerciaux.

(2) Autres engagements envers le personnel :

Ils correspondent principalement à une provision pour médailles du travail concernant les sociétés établies en France.

(3) Provisions retraite :

Le Groupe participe à la constitution des retraites de son personnel conformément aux lois et usages des pays dans lesquels les sociétés du Groupe exercent leur activité. Le Groupe a, par ailleurs, des engagements contractuels de retraite complémentaire, d'indemnités de départ de fin de carrière et de prévoyance dont il a la responsabilité. Les engagements actuariels correspondants sont pris en charge soit sous forme de cotisations versées à des organismes indépendants responsables de leur service et de la gestion des fonds, soit sous forme de provisions.

A. Régime de retraites à prestations définies :

Ce régime de retraite concerne uniquement Charabot SA et fait l'objet d'un préfinancement dans un fonds géré par le GAN. La provision correspond à la différence entre l'engagement total à la date de clôture et le montant de l'actif de couverture. De plus, l'actif de couverture est constitué du montant du fonds, augmenté des produits de placement (le taux de rendement de l'actif retenu : 4,16%). Le montant de l'engagement au 31 décembre 2011 s'élève à 4 071 K€ et le montant de l'actif à 3 382 K€. Le montant net provisionné s'élève ainsi à 689 K€.

B. Indemnités de fin de carrière :

Les principales hypothèses retenues lors de l'évaluation des engagements sont les suivantes :

	France
Taux de croissance des salaires	
2011	2%
2010	2%
Taux d'actualisation	
2011	4,75%
2010	5,00%

Les principales hypothèses retenues lors de l'évaluation des engagements sont les suivantes :

TAUX DE ROTATION DU PERSONNEL	2011	2010
Moins de 35 ans	7,4%	19%
De 35 ans à 50 ans	2,5%	4,4%
Plus de 50 ans	0,5%	4,3%

	2011	2010
Taux technique	2%	2,5%
Taux d'actualisation	4,75%	4%

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table TF 00-02

TAUX DE ROTATION DU PERSONNEL	2011	2010
De 16 ans à 30 ans	15%	15%
De 31 ans à 41ans	10%	10%
De 42 ans à 49 ans	4%	4%
De 50 ans à 65 ans	0.5%	0.5%

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 09/2010.

La charge afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

en milliers d'euros	2011	2010
Coût annuel des services rendus	180	169
Frais financiers sur engagements	181	173
Gains et pertes actuariels	-108	-287
Coût de la période	253	54

NOTE 9 – PASSIFS FINANCIERS en milliers d'euros

Les différentes catégories de passifs financiers sont les suivantes :

	Total	31-déc-11		Total	31-déc.-10	
		Courant	Non courant		Courant	Non courant
Dettes Fournisseurs	28 786	28 786		29 533	29 533	
Autres créditeurs	25 724	25 724		23 866	23 866	
Autres passifs financiers	93 590	32 160	61 430	78 687	19 967	58 720
Passifs financiers	148 099	86 669	61 430	132 085	73 365	58 720

Analyse par catégorie de dettes	31-déc.-11	31-déc.-10
Emprunts à long et moyen terme	44 876	43 545
Emprunts location financement	265	606
Concours bancaires courants	20 356	9 164
Autres dettes financières (1)	26 203	23 965
Comptes-courants d'associés	1 890	1 407
TOTAL	93 590	78 687

(1) Ces dettes intègrent une dette financière de 1,7 millions d'euros au titre d'un put sur minoritaires dans la société SAPAD. L'engagement de rachat des titres résiduels du Groupe Charabot pour 24 441 K€ au 31 décembre 2011 (vs 23 942 K€ au 31 décembre 2010). Cette dette est rémunérée au taux du livret A et est actualisée sur 5 ans.

Analyse par échéances de remboursement	31-déc.-11	31-déc.-10
A moins d'un an (1)	32 160	19 967
A plus d'un an et moins de cinq ans	52 705	50 190
A plus de cinq ans	8 726	8 530
TOTAL	93 590	78 687
dont en Euros	81 911	77 931
dont en USD	11 554	708
Autres devises	125	48

(1) La part à moins d'un an des dettes financières se décompose ainsi :

	31-déc.-11	31 déc.-10
Part à moins d'un an des emprunts	9 707	8 907
Part à moins d'un an des dettes financières diverses	1 936	1 429
Part à moins d'un an des emprunts location financement	161	467
Découverts bancaires	20 356	9 164
TOTAL	32 160	19 967

	moins de 1 mois	entre 1 & 3 mois	entre 3 & 6 mois	+ 6 mois	TOTAL
Emprunts bancaires	819	1 676	2 408	4 805	9 707
Emprunts location financement	18	20	37	86	161
Concours bancaires courants	-	-	-	20 356	20 356
Dettes financières diverses	-	-	-	1 936	1 936
TOTAL	836	1 696	2 445	27 183	32 160

La répartition des emprunts à taux fixe et à taux variable est la suivante :

	31-déc.-11	31 déc.-10
Emprunts à taux fixe	26 129	21 256
Emprunts à taux variable	18 747	22 289
TOTAL	44 876	43 545

Il existe des covenants sur des emprunts dont le solde total s'élève à 21,7 millions d'euros au 31/12/2011. Les limites de déclenchement de ces covenants sont très largement respectées par la Groupe Robertet au 31/12/2011.

Le détail des emprunts se décompose comme suit à fin 2011 :

Entité du Groupe	BANQUE	Capital restant dû au 31/12/11 en K€	Année du dernier remboursement	Taux d'intérêt	Devise
ROBERTET GRASSE	Palatine	6 546	2 014	4,39%	EUR
	Caisse d'Épargne	1 416	2 014	4,05%	EUR
	Caisse d'Épargne	1 383	2 014	3,44%	EUR
	Caisse d'Épargne	2 811	2 014	4,19%	EUR
	BECM	6 111	2 019	Euribor 1M+0,8%	EUR
	Lyonnaise de Banque	6 111	2 019	Euribor 1M+0,8%	EUR
	HSBC	5 775	2 020	Euribor 3M+0,7%	EUR
	Crédit Lyonnais	9 793	2 018	2,31%	EUR
	ICNE	46			
GROUPE CHARABOT	Caisse d'Épargne	179	2 013	Codevi +0,6%	EUR
	Société Générale	3 393	2 016	2,67%	EUR
	Caisse d'Épargne	171	2 015	Codevi +0,5%	EUR
	Société Générale	82	2 015	5,40%	EUR
	Divers	62			EUR
ROBERTET SAVOURY		400	2 015	Euribor 3M+1,1%	EUR
SAPAD	Banque Populaire	23	2 012	4,50%	EUR
	BNP	235	2 014	4,85%	EUR
	Banque Populaire	46	2 015	5,00%	EUR
	Banque Populaire	24	2 014	4,00%	EUR
	Banque Populaire	32	2 015	4,00%	EUR
	Banque Populaire	237	2 018	3,60%	EUR
TOTAL		44 876			

NOTE 10 - AUTRES PASSIFS COURANTS en milliers d'euros

	31-déc.-11	31-déc.-10
Dettes fiscales et sociales	16 407	16 440
Autres dettes	9 078	7 114
Produits constatés d'avance	239	311
Total	25 724	23 866

NOTE 11 – INSTRUMENTS FINANCIERS en milliers d'euros

La gestion des risques est assurée par la Direction du Groupe selon le contexte des marchés financiers et en fonction des procédures établies par le Groupe.

Risques de change

Une part prépondérante des ventes du Groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro, en particulier le dollar américain, la livre britannique, le réal brésilien, le peso mexicain et le yen japonais.

Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, ne générant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

Le groupe a recours à des instruments financiers dérivés, comportant des risques hors bilan pour gérer son exposition aux risques de change. Ces instruments financiers sont destinés uniquement à couvrir les risques sur des transactions futures ou des engagements fermes. Le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

	31-déc.-11		31-déc.-10	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Change à terme YEN			535	536
Change à terme USD	5 946	5 708	8 151	8 089

Risques Matières Premières

Le risque Matières Premières au niveau du Groupe reste peu significatif étant donné la grande diversité de Matières Premières utilisées et la diversification des approvisionnements. Le Groupe Robertet est peu soumis à des risques de problèmes d'approvisionnement ou de pression sur les prix. Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments de couverture pour ses achats car la grande majorité des Matières Premières achetées ne sont pas cotées sur des marchés.

Risques de taux

L'exposition aux risques de taux de la société résulte principalement des lignes de crédit et des emprunts à taux variables.

Les swaps de taux mis en place sur certains emprunts (chez Robertet SA sur un volume d'emprunts au 31/12/11 de 20.5 millions d'euros et chez Charabot SA de 3.4 millions d'euros) sont qualifiés d'instrument de couverture. La juste valeur de ces instruments, comptabilisés en passifs financiers non courants, s'élève à 366 K€ au 31 décembre 2011. L'impact sur les capitaux propres pour l'exercice est de +59 K€.

Risque de contrepartie

Dans le cadre des contrats relatifs à ces produits dérivés, le Groupe est soumis à des risques de contrepartie. Toutefois, le Groupe, contractant uniquement avec des banques et des institutions financières de premier rang, estime que ces risques ne sont pas significatifs.

Risque de crédit

Les états suivants présentent la ventilation des créances clients au 31 décembre 2011 et 2010 :

2011	Créances à échoir	Créances en souffrance			Créances dépréciées	TOTAL
		- de 3 mois	3 à 6 mois	+6 mois		
France	8 115	4 410	988	355	-100	13 768
Europe (hors France)	10 786	3 849	554	547	-542	15 194
Amérique du Sud	2 895	3 319	447	1 325	-1 119	6 867
Amérique du Nord	8 170	4 715	1 456	-8	-311	14 022
Asie & Océanie	12 612	4 626	709	709	-835	17 820
Autres	4 343	1 033	213	499	-380	5 708
Créances clients	46 921	21 951	4 367	3 427	-3 367	73 299

2010	Créances à échoir	Créances en souffrance			Créances dépréciées	TOTAL
		- de 3 mois	3 à 6 mois	+6 mois		
France	7 075	3 324	325	334	-93	10 965
Europe (hors France)	11 298	3 621	231	768	-436	15 481
Amérique du Sud	2 932	2 494	80	892	-1 293	5 105
Amérique du Nord	5 851	5 820	1 404	-19	-287	12 228
Asie & Océanie	13 524	1 895	595	445	-271	16 188
Autres	3 391	827	280	850	-727	4 621
Créances clients	44 070	17 440	2 915	3 270	-3 107	64 588

Hiérarchie de juste valeur

La norme IFRS7 amendée en 2009 demande de classer les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur selon les trois niveaux suivants :

- niveau 1 : instrument coté sur un marché actif ;
- niveau 2 : instrument évalué à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables.
- niveau 3 : instrument évalué à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

Les tableaux ci-dessous donnent l'analyse des instruments financiers comptabilisés en juste valeur au bilan par niveau de hiérarchie :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Actifs à la juste valeur au 31-déc.- 2011				
Placements de trésorerie à court terme	1 426			1 426
Valeurs mobilières de placement	8 101			8 101
Total des actifs à la juste valeur	9 528			9 528

Passifs à la juste valeur au 31-déc.- 2011				
Dérivés de taux (Swaps)		366		
Total des passifs à la juste valeur		366		

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Actifs à la juste valeur au 31-déc.- 2010				
Actifs à la juste valeur				
Placements de trésorerie à court terme	3 820			3 820
Valeurs mobilières de placement	3 354			3 354
Total des actifs à la juste valeur	7 174			7 174

Passifs à la juste valeur au 31-déc.- 2010				
Dérivés de taux (Swaps)		424		424
Total des passifs à la juste valeur		424		424

Il n'y a pas eu de transferts de la catégorie 1 à la catégorie 2 pour l'ensemble des actifs et passifs financiers du Groupe.

NOTE 12 – INFORMATIONS SECTORIELLES en milliers d'euros

Conformément à la norme IFRS 8, le Groupe fournit une information sectorielle telle qu'utilisée en interne par le PDO (principal décideur opérationnel). Le PDO est la Direction Générale du Groupe Robertet, présidée par Philippe Maubert.

Le niveau d'information sectorielle du Groupe est le secteur d'activité. La ventilation est faite sur les trois Divisions du Groupe :

- Matières Premières
- Parfumerie
- Arômes

Le reporting interne destiné au PDO est organisé suivant les secteurs opérationnels identifiés ci-dessus :

	31-déc.-11			
	TOTAL	Matières Premières	Parfumerie	Arômes
Chiffres d'affaires consolidé	373 282	92 752	137 195	143 336
Résultat opérationnel courant	37 651	9 388	11 455	16 808
Résultat net Part du Groupe	23 292	3 657	7 959	11 676
GOODWILL	17 635	1 934	7 822	7 879
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	117 135	31 572	40 391	45 172
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	-			
DOTATION AMORTISSEMENT	10 225	2 696	3 171	4 358
ACTIF COURANT HORS TRÉSORERIE	183 175	73 853	59 756	49 566
PASSIF COURANT HORS PROVISION ET FINANCIER	56 154	17 230	21 202	17 722

	31-déc.-10			
	TOTAL	Matières Premières	Parfumerie	Arômes
Chiffres d'affaires consolidé	362 250	86 368	131 447	144 435
Résultat opérationnel courant	40 103	6 404	14 272	19 427
Résultat net Part du Groupe	24 056	1 975	10 099	11 982
GOODWILL	15 701		7 822	7 879
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	112 974	29 988	39 073	43 913
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	19 687	1 872	14 295	3 520
DOTATION AMORTISSEMENT	9 569	2 720	2 201	4 648
ACTIF COURANT HORS TRÉSORERIE	157 095	61 410	52 315	43 370
PASSIF COURANT HORS PROVISION ET FINANCIER	56 214	18 535	20 172	17 507

Analyse par zone géographique des ventes de produits :

		31-déc.-11		
	TOTAL	Europe	Etats-Unis	Autres
Chiffres d'affaires consolidé	373 282	151 151	114 095	108 035

		31-déc.-10		
	TOTAL	Europe	Etats-Unis	Autres
Chiffres d'affaires consolidé	362 250	137 863	126 309	98 078

NOTE 13– DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS en milliers d'euros

	31-déc.-11	31-déc.-10
Amortissements sur immobilisations	10 225	9 569
Dotations et reprises sur provisions	1 889	1 417
TOTAL	12 114	10 986

NOTE 14 – RÉSULTAT FINANCIER en milliers d'euros

	31-déc.-11	31-déc.-10
Intérêts d'emprunts et charges assimilées	-2 524	-1 955
Produits de valeurs mobilières	90	406
Coût financier net	-2 434	-1 549
(Dotations) / Reprises financières		504
(Pertes) de change	-1 050	-2 423
Gains de change	1 317	1 841
Autres	316	-492
Autres produits et charges financiers	583	-569
TOTAL	-1 852	-2 118

NOTE 15 – IMPÔTS en milliers d'euros

	31-déc.-11		31-déc.-10	
	Résultat net avant Impôt	(Charges)/ Produits d'Impôt Nets	Résultat Net avant Impôt	(Charges)/ Produits d'Impôt Nets
Sociétés françaises du Groupe	16 577	-5 678	14 021	-4 709
Autres sociétés du Groupe	19 300	-6 651	23 815	-9 007
TOTAL	35 877	-12 329	37 836	-13 715

	31-déc.11	31-déc.10
Impôt courant	-10 382	-13 394
Impôt différé net	-1 947	-321
IMPÔT	-12 329	-13 715

Les actifs et passifs d'impôts s'analysent comme suit :

	31-déc.11	31-déc.10
Impôt différé Actif	1 204	1 026
Impôt différé Passif	-8 065	-5 751
Impôt différé Net	-6 861	-4 726

	31-déc.11	31-déc.10
Impôts différés nets au 1er janvier actifs/(passifs)	(4 726)	(4 541)
Constatés en capitaux propres	(72)	151
(Charge) / produit	(1 947)	(321)
Écarts de conversion	(116)	(15)
Total	(6 861)	(4 726)
Dont impôts différés passifs	(8 065)	(5 751)
Dont impôts différés actifs	1 204	1 026

La réconciliation de la charge d'impôt théorique du Groupe calculée au taux d'impôt applicable en France (34,43% en 2011 et en 2010) et la charge d'impôt effective se présente comme suit :

	31-déc.-11	31-déc.-10
Résultat net avant impôts	35 877	37 836
Taux d'impôt courant en France	34,43%	34,43%
(Charges)/Produits d'impôts théoriques au taux d'impôt courant en France	(12 352)	(13 027)
- Impact des différences permanentes	471	502
- Effet du différentiel de taux courant des pays étrangers	(559)	(891)
- Impact des déficits fiscaux non reconnus	(411)	(81)
- Impact des crédits d'impôts	706	50
- Impact des différences de taux (différé/courant)	(21)	(54)
- Impact des redressements fiscaux	1	(210)
-Autres	(164)	(4)
(Charges) / produits d'impôts nets	(12 329)	(13 715)
Taux effectif d'impôt du groupe en %	34,37%	36,25%

Le taux d'imposition français est constitué du taux d'impôt sur les sociétés (33.33%), augmenté des contributions additionnelles en vigueur en 2011, qui portent le taux global d'imposition des bénéfices à 34.43% (comme en 2010).

Les déficits reportables de chaque entité sont revus et analysés à chaque clôture. Leur activation est décidée ou non dans les comptes sur la base des hypothèses suivantes :

- Forte probabilité de bénéfices à horizon 3 ans,
- Délais de report en avant de ces déficits largement au-delà des 3 ans (20 ans ou illimités)

Dès lors, aucun Impôt Différé Actif n'est activé sur les filiales en réorganisation ou en cours de développement :

1) Filiale Brésilienne :

- impôt différé non activé sur les différences temporaires : 113 K€, soit 264 Kréals
- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 538 Kreal, soit 231 Keuros

2) Groupe Charabot :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales Arco : 1 094 K€
- impôt différé non activé sur les pertes fiscales Charabot Inc : 1077 KUSD soit 772 K€

3) Robertet South Africa Aromatics :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 270 K€, soit 2 728 KZAR

NOTE 16 - ENGAGEMENTS en milliers d'euros

16-1 ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

Les procédures mises en place par le Groupe permettent de recenser l'ensemble des principaux engagements du groupe et de ne pas omettre d'engagements significatifs.

<i>Engagements donnés</i>	31-déc.-11	31-déc.-10
Cautions envers le trésor	8	8
Promesses d'hypothèques	15 000	15 229
Autres engagements	370	187
TOTAL	15 378	15 423

Les promesses d'hypothèque concernent, à hauteur de 15 millions d'euros, une promesse consentie par la maison mère sur le terrain qui accueille une nouvelle usine en construction, édifiée sur ce bien, en garantie d'un emprunt de même montant concourant au financement de cet investissement.

16-2 LITIGES

Chacun des litiges connus, dans lesquels Robertet ou des sociétés du Groupe sont impliquées, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont, le cas échéant, été constituées pour couvrir les risques estimés.

NOTE 17 - VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENTS en milliers d'euros

Les valeurs mobilières de placements sont composées de SICAV monétaires et autres produits de placements à court terme.

	31-déc.-10	Variation	Différence de conversion	31-déc.-11
Sicav monétaires				
Autres	3 354	4 677	70	8 101
TOTAL	3 354	4 677	70	8 101

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENTS : en milliers d'euros

	31-déc.-11	31-déc.-10
Robertet USA :	4 034	1 501
Certificat de Dépôt	4 034	1 501
Autres placements à terme :	4 067	1 853
Robertet Argentina	555	540
Robertet Espagne	1 511	310
Robertet Mexico	2 001	752
Robertet Brésil		251
TOTAL GÉNÉRAL	8 101	3 354

Les autres placements à terme (millions d'euros au 31/12/2011) s'analysent comme suit :

- Compte à terme fixe en USD d'une durée de 90 jours pour 555 Keuros,
- Placements à court terme (3 mois maximum) en devises locales pour 3 512 Keuros.

NOTE 18 – EFFECTIFS DU GROUPE en milliers d'euros

	31-déc.-11-	31-déc.-10
Cadres	440	401
Employés	737	766
Production	388	422
TOTAL	1 565	1 589

NOTE 19 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est composé au 31 décembre 2011 de 2 108 675 actions d'une valeur nominale de 2,5 euros, entièrement libérées, et de 149 720 certificats d'investissements, contre 2 093 799 et 149 456 respectivement en 2010.

Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans (nombre d'actions au 31 décembre 2011 : 1 242 347).

Au 31 décembre 2011, le Groupe familial détient 51% du capital représentant 60,34% des droits de vote.

Le capital potentiel théorique de Robertet s'élèverait à 5 644 milliers d'euros correspondant à 2 107 996 actions et 149 650 certificats d'investissements en cas d'exercice des options de souscription et de l'attribution gratuite définitive d'actions.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale la mise en distribution d'un dividende de 2,70 euros par action.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31-déc.-10	Attribution	Levée	Nombre au 31 déc.-11
11/09/2001	11/09/2011	66,00	15 140		15 140	
11/09/2002	11/09/2012	82,00	9 300			9 300
11/09/2003	11/09/2013	87,50	9 500			9 500
11/09/2004	11/09/2014	101,19	9 000			9 000
TOTAL		90,09	42 940		15 140	27 800

Le nombre d'actions restant à émettre au 31 décembre 2011 au titre des stocks options s'élève à 27 800 actions. Le prix d'exercice moyen pondéré des options restantes au 31 décembre 2011 s'élève à 90.09 euros.

ATTRIBUTIONS ACTIONS GRATUITES

Date d'octroi	Date attribution définitive	Nombre au 31-déc.-10	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc.-11
25/02/2010	25/02/2012	3 950			3 950
24/02/2011	24/02/2013		3 950		3 950
TOTAL		3 950	3 950		7 900

Seuls les plans émis à partir du 7 novembre 2002 et dont les droits n'ont été acquis que postérieurement au 1er janvier 2005 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les options dont les droits ont été entièrement acquis au 31 décembre 2004 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'une charge en 2004 ou lors des exercices suivants.

La juste valeur des actions gratuites s'élève à 96 euros par action. Une charge de 341 milliers d'euros a été enregistrée sur l'exercice 2011 (328 Keuros en 2010). La charge relative à l'attribution d'actions gratuites est étalée sur deux ans à partir de la date d'octroi.

Les actions gratuites ne sont acquises que dans un délai de 2 ans à compter de la date d'octroi.

NOTE 20 – CALCUL DU RÉSULTAT PAR ACTION en milliers d'euros

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010 est présenté ci-dessous :

(a) Résultat de base	31-déc.-11	31-déc.-10
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	23 292	24 056
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers)	2 251	2 234
Résultat net de base par action (en euros)	10,35	10,77

(b) Résultat dilué	31-déc.-11	31-déc.-10
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	23 292	24 056
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers)	2 251	2 234
Options sur actions (en milliers)	7	7
Nombre moyen pondéré d'actions pris en compte pour le calcul du résultat dilué	2 258	2 241
Résultat net dilué par action (en euros)	10,32	10,73

NOTE 21 – EVENEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucun évènement significatif de nature à modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31 décembre 2011 et la date du conseil d'administration ayant arrêté ces comptes, le 24 avril 2012.

NOTE 22 – PARTIES LIÉES

Les transactions avec les entreprises liées sont uniquement des achats ou ventes de matières premières de la maison-mère à ces dernières. Les ventes de la maison mère à ces entreprises liées s'élèvent à 415 Keuros pour l'exercice 2011, les achats à 1 403 Keuros.

Les autres parties liées concernées sont les membres du Conseil d'Administration. Les rémunérations et avantages de toutes natures versées aux mandataires sociaux sont détaillés au paragraphe suivant :

RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS :

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés aux membres du Conseil d'Administration et au comité de direction du Groupe, payé sur l'exercice 2011 et 2010, s'établit comme suit :

en euros	2011	2010
Rémunération du Conseil d'Administration	2 565 556	2 212 577

Les rémunérations comprennent la partie fixe et variable hors charges sociales patronales

Tableau des rémunérations, options et actions attribuées à chaque dirigeant social :

1 - 1 Rémunérations versées à Philippe MAUBERT, Président Directeur Général	2011	2010
Rémunération fixe	345 300	361 630
Rémunération variable	349 130	170 000
TOTAL	694 430	531 630
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	142 375	97 200

1 - 2 Rémunérations versées à Lionel PICOLET, Directeur Général Adjoint	2011	2010
Rémunération fixe	232 200	221 680
Rémunération variable	215 970	113 000
TOTAL	448 170	334 680
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	102 510	69 975

1 - 3 Rémunérations versées à Christophe MAUBERT, Directeur Général Délégué	2011	2010
Rémunération fixe	317 170	280 470
Rémunération variable	207 960	90 000
TOTAL	525 130	370 470
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	102 510	69 975

1 - 4 Rémunérations versées à Olivier MAUBERT, Directeur Général Délégué	2011	2010
Rémunération fixe	169 730	168 100
Rémunération variable	130 960	45 000
TOTAL	300 690	213 100
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	102 510	69 975

2 - JETONS DE PRÉSENCE

	Comité		2011	2010
	audit	rémunérations		
M. Xavier Givaudan		•	12 500	8 500
Mme Gilberte Lombard	•	•	20 000	18 000
M. Alain Moynet	•		20 000	18 000
M. Dlawar Barakat		•	6 500	10 500
Mme Catherine Canovas	•		15 000	13 000
M. Peter Lombardo			4 000	8 000
Mme Isabelle Maubert			10 000	8 000
M. Gérard Delcour			10 000	4 000
M.Philippe Maubert			10 000	8 000
M.Lionel Picolet			10 000	8 000
M.Christophe Maubert			6 000	8 000
M.Olivier Maubert			10 000	6 000
TOTAL			134 000	118 000
Rémunération de P. Lombardo au titre de son activité aux États-Unis (en USD)			845 000	851 000

3 - ACTIONS GRATUITES ATTRIBUÉES A CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PENDANT L'EXERCICE

	date du Plan	Nombre d'actions	Valeur d'un titre	date d'acquisition	date de disponibilité
Philippe Maubert	24 février 2011	1 250	113,90	24-févr.-2013	24-févr.-2015
Lionel Picolet	24 février 2011	900	113,90	24-févr.-2013	24-févr.-2015
Christophe Maubert	24 février 2011	900	113,90	24-févr.-2013	24-févr.-2015
Olivier Maubert	24 février 2011	900	113,90	24-févr.-2013	24-févr.-2015

NOTE 24 - FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement représentent pour l'année 2011 comme pour l'année 2010 environ 8% du chiffre d'affaires consolidé.

NOTE 25 - LISTE DES FILIALES CONSOLIDÉES

ENTITÉS	PAYS	% de détention	Méthode de consolidation
Robertet GMBH	Allemagne	100%	INTÉGRATION GLOBALE
Robertet Argentina	Argentine	100%	
Robertet Do Brasil	Brésil	100%	
Robertet Espana	Espagne	100%	
Robertet USA	États-Unis	100%	
Robertet Italia	Italie	100%	
Robertet Hiyoki	Japon	100%	
Robertet de Mexico	Mexique	100%	
Robertet UK	Royaume-Uni	93,80%	
Robertet et Cie SA	Suisse	100%	
Robertet Turkey	Turquie	100%	
Robertet South Africa Aromatics	Afrique du Sud	100%	
Robertet Savoury	Belgique	100%	
Charabot	France	99,76%	
Manuta	Monaco	100%	
Robertet China	Chine	100%	
Plantes Aromatiques du Diois	France	66,0%	

C O M P T E S S O C I A U X
E X E R C I C E C L O S L E 3 1 D É C E M B R E 2 0 1 1



ROBERTET S.A.

COMPTE DE RÉSULTAT en milliers d'euros

	NOTE	31-déc.-11	31-déc.-10
CHIFFRE D'AFFAIRES	2.13	144 237	115 409
Production stockée		6 172	502
Autres produits d'exploitation		984	1 104
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		151 393	117 015
Achats		-81 000	-49 163
Variation des stocks		9 001	2 576
Charges externes		-22 306	-23 302
VALEUR AJOUTÉE		57 087	47 126
Charges de personnel		-36 714	-31 675
Impôts et taxes		-2 943	-2 656
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION		17 431	12 795
Dotations aux amortissements		-3 301	-2 473
Dotations aux provisions et reprises		-1 591	864
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		12 539	11 186
Charges et produits financiers	2.14	1 793	10 918
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		14 332	22 104
Charges et Produits exceptionnels	2.15	-3 439	-747
Impôt sur les bénéfices	2.17	-1 566	-2 438
RÉSULTAT NET AVANT PARTICIPATION		9 326	18 919
PARTICIPATION		-785	-870
BÉNÉFICE NET		8 542	18 050

BILAN en milliers d'euros

ACTIF	NOTE	31-déc.-11	31-déc.-10
Immobilisations incorporelles	2.1		
Immobilisations corporelles	2.1 et 2.2	33 731	31 491
Immobilisations financières	2.3	72 840	71 924
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		106 571	103 416
Stocks	2.4	40 360	25 761
Clients et comptes rattachés	2.5 et 2.8	32 990	24 993
Créances diverses		6 232	4 768
Disponibilités	2.6	4 492	3 702
Comptes de régularisation	2.6	3 005	2 313
TOTAL ACTIF CIRCULANT		87 079	61 538
TOTAL ACTIF		193 650	164 953
<hr/>			
PASSIF		31-déc.-11	31-déc.-10
Capital	2.19	5 646	5 608
Réserves		70 929	57 988
Résultat de l'exercice		8 542	18 050
Provisions réglementées	2.8	10 810	7 351
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2.7	95 927	88 997
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	2.8	4 139	3 195
DETTES FINANCIÈRES	2.9	66 856	49 059
DETTES D'EXPLOITATION	2.10	26 729	23 702
TOTAL PASSIF		193 650	164 953

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE en milliers d'euros

	31-déc.-11	31-déc.-10
Bénéfice net	8 542	18 050
Amortissements des immobilisations corporelles	3 301	2 473
Dotations nettes aux provisions	5 720	-889
Plus/moins- value sur cessions d'actifs	-23	-18
Marge brute d'autofinancement	17 540	19 615
Variation des stocks	-14 598	-3 541
Variation des créances clients et autres comptes débiteurs	-10 153	-5 330
Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs	3 027	3 953
Variation du besoin en fonds de roulement de l'exercice	-21 725	-4 918
Trésorerie provenant de l'exploitation	-4 185	14 697
Investissements industriels	-5 547	-14 078
Autres mouvements sur actifs financiers	-2 229	-788
Cessions et réalisation d'actifs	25	22
Trésorerie provenant des opérations d'investissement	-7 751	-14 844
Levée de souscription d'action	999	780
Dividendes versés	-6 071	-4 353
Souscription d'emprunts	14 000	22 000
Remboursements d'emprunts	-7 229	-11 240
Variation nette des autres dettes financières	489	-3 876
Trésorerie provenant des opérations de financement	2 188	3 311
Variation globale de la trésorerie	-9 747	3 163
Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 1 ^{er} janvier	-5 420	-8 583
Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 31 décembre	-15 167	-5 420
SITUATION DE TRÉSORERIE	31-déc.-11	31-déc.-10
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	4 492	3 702
Concours bancaires	-19 659	-9 122
NET	-15 167	-5 420

SITUATION DE L'ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE ET DU PASSIF EXIGIBLE en milliers d'euros

	31-déc.-11	31-déc.-10
ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE		
Créances clients et comptes rattachés	32 990	24 993
Autres créances	6 232	4 768
Disponibilités	4 492	3 702
Comptes de régularisation actif	3 005	2 313
TOTAL	46 719	35 776
PASSIF EXIGIBLE		
Emprunts et dettes financières divers	10 408	8 360
Concours bancaires	19 659	9 122
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 626	15 277
Dettes fiscales et sociales	9 064	8 405
TOTAL	56 757	41 163
ACTIF RÉALISABLE - PASSIF EXIGIBLE	- 10 038	- 5 387

NOTE ANNEXE AUX COMPTES

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

A. Principes

Les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France (règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable) ainsi que les règlements l'ayant modifié ou complété par la suite.

B. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

• Constructions	20 ans ou 40 ans
• Constructions légères	8 ans
• Matériel de transport	4 et 5 ans
• Agencements, installations	5 ans, 8 ans et 20 ans
• Installations techniques	5 ans ou 10 ans
• Matériels de bureau	5 ans

L'entreprise enregistre en amortissement dérogatoire la différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement économique.

Lorsque des circonstances ou événements indiquent qu'une immobilisation a pu perdre de la valeur, l'entreprise procède à l'examen de la valeur actuelle de cette immobilisation. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur d'usage est estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de cette immobilisation dans le cadre des conditions d'utilisation prévues par l'entreprise. La valeur vénale correspond au prix de cession, net de frais, qui pourrait être obtenu par l'entreprise dans le cadre d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché. Un amortissement exceptionnel est comptabilisé lorsque la valeur actuelle d'une immobilisation devient durablement inférieure à sa valeur nette comptable.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23/11/2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

C. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur recouvrable devient durablement inférieure à leur valeur comptable. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des différents critères, dont la valeur de marché, les perspectives de rentabilité et les capitaux propres réévalués.

Les autres immobilisations financières sont également évaluées au coût historique d'acquisition. Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure.

D. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et leur valeur de marché. Le coût de revient des stocks correspond au coût moyen pondéré, le coût d'acquisition comprenant tous les frais accessoires d'achat.

Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

E. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur valeur nominale.

Des provisions pour dépréciation sont constituées en fonction soit d'un risque commercial, soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

F. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix de revient ; une provision pour dépréciation est comptabilisée si la valeur de marché se révèle inférieure.

G. Instruments financiers

• Instruments de change :

Afin de gérer son exposition aux risques de change, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang.

La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives mais d'affecter les contrats à la couverture d'engagements fermes ou de transactions futures dont la réalisation est hautement probable.

Les produits et les charges résultant de l'utilisation d'instruments financiers dérivés sont enregistrés dans le résultat financier lorsque la transaction est dénouée.

Une provision est constatée, le cas échéant, à la clôture correspondant à la perte latente de la valeur de marché de l'instrument financier à cette date.

• Instruments de taux :

L'exposition aux risques de taux de la société résulte principalement des lignes de crédit et des emprunts à taux variables. Les résultats dégagés par les swaps de taux d'intérêt et qui couvrent des éléments du passif financier sont comptabilisés en net dans le résultat financier.

H. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que plus ou moins values de cession, charges de restructuration ou amortissements exceptionnels.

I. Utilisation d'estimations

La préparation des comptes sociaux, conformément aux principes comptables généralement admis, nécessite la prise en compte d'estimations et d'hypothèses réalisées par la direction de l'entreprise et pouvant affecter les montants d'actifs et passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

J. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis de tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

K. Engagements de retraite

La société applique la recommandation n° 2003-R01 du 1er avril du CNC relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite.

Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture.

Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement en résultat.

L. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Le chiffre d'affaires est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

M. Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et développement sont passés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

N. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur au cours moyen mensuel. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice. Les pertes et les gains de change sont comptabilisés dans le poste « charges et produits financiers ».

NOTE 2 - COMPLÉMENTS D'INFORMATION en milliers d'euros

2.1 MOUVEMENTS SUR IMMOBILISATIONS

	31-déc.-10	Autres Mouvements	Acquisitions	Cessions	31-déc.-11
TERRAINS	2 168				2 168
CONSTRUCTIONS	21 184	16 676	467		38 327
INSTALLATIONS TECHNIQUES	33 201	8 036	1 223	11	42 449
AUTRES IMMOBILISATIONS	7 389	258	447	156	7 938
IMMOBILISATIONS EN COURS *	21 559	-24 970	3411		
TOTAL	85 501		5 547	167	90 881

* Les investissements réalisés dans le cadre de la nouvelle unité de production parfumerie mise en service le 1^{er} avril 2011 s'élèvent à 24 970 millions d'euros.

2.2 MOUVEMENTS SUR AMORTISSEMENTS

	31-déc.-10	Autres Mouvements	Dotations	Diminutions	31-déc.-11
CONSTRUCTIONS	16 791		1 134		17 925
INSTALLATIONS TECHNIQUES	31 014		1 639	11	32 643
AUTRES IMMOBILISATIONS	6 205		531	154	6 582
TOTAL	54 010		3 304	165	57 149

2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

VALEUR BRUTE	Valeur au 31-déc.-10	Acquisitions	Cessions	Valeur au 31-déc.-11
Participations *	69 248	1 941		71 189
Créances rattachées à des participations	3 794	313		4 107
Autres immobilisations financières	130	7	31	105
TOTAL	73 171	2 261	31	75 401

PROVISIONS	Valeur au 31-déc.-10	Dotations	Reprises	Valeur au 31-déc.-11
Participations	947	1 318	4	2 261
Créances rattachées à des participations	300			300
Autres immobilisations financières				
TOTAL	1 247	1 318	4	2 562

VALEUR NETTE	Valeur au 31-déc.-10	Valeur au 31-déc.-11
	71 924	72 839

* Les mouvements sur les titres de participations concernent Robertet Beijing avec un apport en capital de 924 KUSD et la SAPAD, par l'acquisition de 17,03% de titres supplémentaires pour 1,3 millions d'euros.

2.4 STOCKS

Désignation	Méthode de valorisation	31-déc.-11	31-déc.-10
Matières premières	Coût moyen pondéré ou cours du jour si inférieur	22 789	13 788
Provision / Matières Premières		- 694	- 732
En-cours et produits finis	Coût de production	19 627	13 455
Provision/ Produits Finis		- 1 363	- 750
TOTAL		40 360	25 761

2.5 CRÉANCES

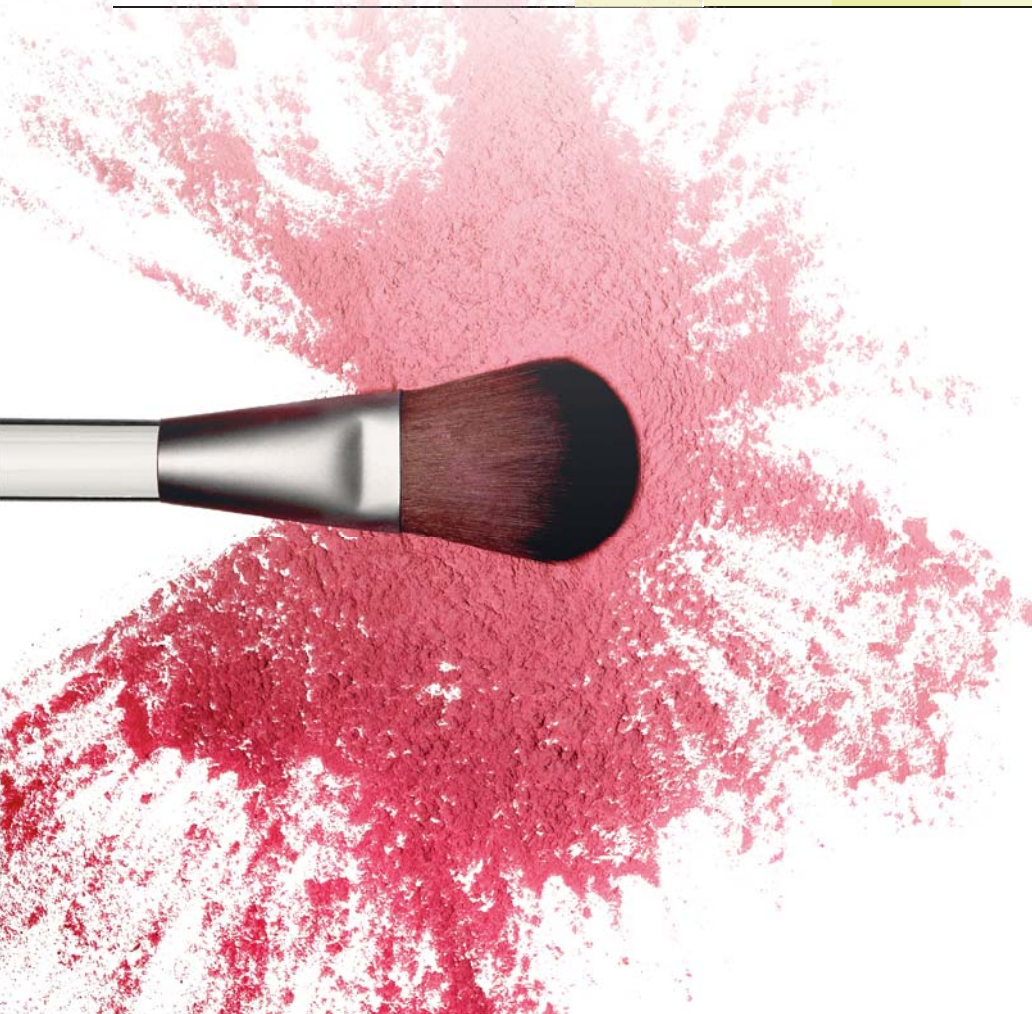
Toutes les créances clients et autres créances diverses sont à moins d'un an.

2.6 COMPTES DE RÉGULARISATION ET DISPONIBILITÉS

	31-déc.-11	31-déc.-10
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2 443	1 732
Achats	2 047	1 304
Frais généraux	396	428
ÉCART DE CONVERSION ACTIF	561	581
Prêts	525	550
Emprunts	36	31
TOTAL COMPTE DE RÉGULARISATION ACTIF	3 005	2 313
ÉCART DE CONVERSION PASSIF	38	21
Prêts	38	21
TOTAL COMPTE DE RÉGULARISATION PASSIF	38	21
Soldes créditeurs de banque	4 492	3 702
TOTAL DISPONIBILITÉS	4 492	3 702

2.7 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	TITRES						
	Actions	C.I.	Capital	Primes D'émission	Réserves	Provisions Réglementées	Capitaux Propres
Situation au 31 décembre 2009	2 076 989	149 456	5 566	8 288	53 315	6 587	73 755
Dividendes versés					- 4 353		- 4 353
Exercice de stock-options	16 810		42	748	- 10		780
Variation des provisions réglementées						765	765
Résultat de l'exercice					18 050		18 050
Situation au 31 décembre 2010	2 093 799	149 456	5 608	9 035	67 003	7 352	88 997
Dividendes versés					- 6 071		- 6 071
Exercice de stock-options	15 140		38	961			999
Variation des provisions réglementées						3 459	3 459
Résultat de l'exercice					8 542		8 542
Situation au 31 décembre 2011	2 108 675	149 720	5 646	9 997	69 473	10 811	95 927



2.8 ÉTAT DES PROVISIONS

	Provisions au 31-déc.10	Dotations (2)	Utilisations (2)	Reprise (provision non utilisée) (2)	Provisions au 31-déc.-11
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	7 351	4 270	811		10 810
Provision pour hausse des prix (1)	5 562	3 428	686		8 304
Amortissements dérogatoires	1 033	702	3		1 733
Provision pour investissement	757	140	122		774
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 195	964	19		4 139
Provision retraites (3)	2 409	385			2 794
Provision médailles du travail	124	9			133
Provision écart de conversion actif	581		19		561
Provision pour risques divers	80	570			650
PROVISION SUR ACTIF CIRCULANT	2 813	1 238	39	572	3 440
Clients	1 330	625		572	1 384
Stocks	1 482	613	39		2 057

(1) dont part à moins d'un an : 590 Keuros

(2) L'impact net des dotations, utilisations et reprises s'élève à 5 031 milliers d'euros et se ventile ainsi :

Résultat d'exploitation	1 591
Résultat financier	-19
Résultat exceptionnel	3 459
TOTAL	5 031

(3) Pour les provisions retraites :

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi (indemnité de fin de carrière) font l'objet d'une comptabilisation en provision pour risques et charges.

Les engagements sont déterminés selon la méthode des « unités de crédit projetées ». Ils tiennent compte d'hypothèses actuarielles, notamment de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires, de taux de rotation du personnel et de taux de mortalité. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

	2011	2010
Taux de croissance des salaires	2,00%	2,00%
Taux d'actualisation	4,75%	5,00%

TAUX DE ROTATION DU PERSONNEL	2011	2010
De 16 ans à 30 ans	15%	15%
De 31 ans à 41 ans	10%	10%
De 42 ans à 49 ans	4%	4%
De 50 ans à 65 ans	0.5%	0.5%

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 09/2010.

La charge afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante

	2011	2010
Coût annuel des services rendus	113	107
Frais financiers sur engagements	120	117
Gains et Pertes Actuariels	152	-28
Coût de la période	385	196

La variation des engagements de retraite et assimilés se ventile comme suit :

	2011	2010
Engagement à l'ouverture	2409	2213
Coût de la période	385	196
Engagement à la clôture	2794	2409

2.9 DETTES FINANCIÈRES

Analyse par catégorie de dettes	31-déc.-11	31-déc.-10
Emprunts à long et moyen terme	39 651	36 881
Concours bancaires courants	19 659	9 122
Autres dettes financières	7 545	3 057
TOTAL	66 856	49 059

Analyse par échéances de remboursement	31-déc.-11	31-déc.-10
A moins d'un an	30 067	17 482
A plus d'un an et moins de cinq ans	22 469	23 046
A plus de cinq ans	14 320	8 531
TOTAL	66 856	49 059

Analyse des mouvements / emprunts	31-déc.-11	31-déc.-10
Souscription d'emprunt sur l'exercice	14 000	22 000
Remboursement d'emprunts sur l'exercice	-7 229	-11 240
VARIATION NETTE	6 771	10 760

Analyse des dettes financières par devise	31-déc.-11	31-déc.-10
Dettes financières libellées en Euros	55 346	48 858
Dettes financières libellées en USD	11 303	
Dettes financières libellées en CHF	207	201
TOTAL	66 856	49 059

Il existe des covenants sur des emprunts dont le solde total s'élève à 21,7 millions d'euros au 31 décembre 2011. Les limites de déclenchement de ces covenants sont très largement respectées par le Groupe Robertet au 31 décembre 2011

2.10 DETTES D'EXPLOITATION

Toutes exigibles à moins d'un an, elles se décomposent comme suit :

	31-déc.-11	31-déc.-10
Fournisseurs et comptes rattachés	15 032	13 292
Personnel et comptes rattachés	5 109	4 825
Organismes sociaux	3 469	2 804
Etat, impôts et taxes	486	776
Commissions à payer	1 907	1 347
Autres charges à payer	686	637
Ecart de conversion	38	21
TOTAL	26 729	23 702

2.11 ENGAGEMENTS

Engagements donnés	31-déc.-11	31-déc.-10
Consentis à l'égard des entreprises liées	790	1 509
Cautions envers le trésor	8	8
Autres cautions	72	4
Engagements liés au titre des contrats de crédit-bail (loyers restants à payer)	213	177
Promesses d'hypothèque	15 000	15 000
TOTAL	16 083	16 697

2.12 SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES

Néant

2.13 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES ET PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Par zones géographiques	31-déc.-11	31-déc.-10
Europe	105 028	75 759
Amérique du Nord	8 875	9 068
Amérique du Sud	6 638	6 210
Asie	14 044	15 158
Autres Pays	9 652	9 214
TOTAL	144 237	115 409

Par secteurs d'activité	31-déc.-11	31-déc.-10
Matières Premières	38 161	35 022
Composition pour la Parfumerie	65 985	41 323
Arômes Alimentaires	40 091	39 063
TOTAL	144 237	115 409

2.14 RÉSULTAT FINANCIER

	31-déc.-11	31-déc.-10
Dividendes	4 885	11 464
Intérêts sur dettes financières	-1 519	-1 536
Escomptes accordés et reçus	-82	-81
Gains/(Pertes) de change	53	-317
Frais de banque, charges et produits financiers divers	-250	-242
Dotation/ Reprise provision financière	-1 295	1 637
TOTAL	1 793	10 918

2.15 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

	31-déc.-11	31-déc.-10
Dotations et reprises aux provisions réglementées	-3 462	-765
Charges et produits divers	23	18
TOTAL	-3 439	-747

2.16 SITUATION FISCALE LATENTE

	31-déc.-11	31-déc.-10
Impôt latent à payer sur provisions réglementées	3 722	2 531
Impôt payé d'avance sur participation et provisions retraite	1 232	1 129
Impôt payé d'avance sur contribution sociale de solidarité	79	64

2.17 VENTILATION DE L'IMPÔT

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant :	14 332	2 500	11 832
Exceptionnel :	-3 439	-750	-2 688
Participation :	785	-183	-602
TOTAL		1 566	8 542

2.18 EFFECTIF MENSUEL MOYEN

	31-déc.-11	31-déc.-10
Cadres	136	127
Agents de maîtrise	133	117
Employés	144	148
Ouvriers	122	116
TOTAL	535	508

Droits individuels à la formation :

Le volume d'heures acquis par les salariés au titre du droit individuel à la formation s'élève à 45 236 heures (vs 43 428 heures à fin 2010).

L'effectif du personnel intérimaire s'élève à 84 au 31 décembre 2011 vs 67 au 31 décembre 2010.

2.19 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital est composé de 2 108 675 actions et de 149 720 certificats d'investissement d'une valeur nominale de 2,5 €. Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31/12/2010	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc.-11
11/09/2001	11/09/2011	66,00	15 140		15 140	
11/09/2002	11/09/2012	82,00	9 300			9 300
11/09/2003	11/09/2013	87,50	9 500			9 500
11/09/2004	11/09/2014	101,19	9 000			9 000
TOTAL			42 940		15 140	27 800

ATTRIBUTIONS ACTIONS GRATUITES

Date d'octroi	Date limite	Nombre au 31/12/2010	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc.-11
25/02/2010	25/02/2012	3 950			3 950
24/02/2011	24/02/2013		3 950		3 950
TOTAL		3 950	3 950		7 900

Les actions gratuites ne sont acquises que dans un délai de 2 ans à compter de la date d'octroi.

2.20 CHARGES A PAYER

	31-déc.-11	31-déc.-10
Fournisseurs et Comptes Rattachés	1 669	2 059
Dettes fiscales et sociales	4 880	4 405
TOTAL	6 549	6 464

2.21 PRODUITS A RECEVOIR

	31-déc.-11	31-déc.-10
Royalties	304	356
Remboursements assurance	107	
TOTAL	411	356

2.22 ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

	Montant concernant les entreprises	
	Liées	avec lesquelles la Sté a un lien de participation
Participations	68 862	66
Créances rattachées à des participations	3 737	
Créances clients et comptes rattachés	9 246	
Emprunts et dettes financières diverses	5 656	
Avances fournisseurs	2 295	
Dettes fournisseurs	1 769	
Produits à recevoir	304	
Autres dettes	111	
Produits de participation	4 885	
Charges financières	92	

Robertet Grasse assure la production de l'ensemble de l'activité Compositions Parfumerie de Charabot SA depuis le 1^{er} avril 2011. Une convention de sous-traitance a été conclue entre les deux sociétés, fixant le coût de refacturation des prestations assurées par Robertet à 2,4 euros le kg. Le montant des prestations refacturées s'élève à 3 323 k€ sur l'exercice 2011.

Le stock présent sur le site de Franval a été cédé par la société Charabot à Robertet SA au cours du premier semestre 2011 à sa valeur nette comptable pour un montant total de 5 360 k€.

2.23 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

	31-déc.-11		31-déc.-10	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Change à terme USD	5 946	5 708	8 151	8 039

Au 31 décembre 2011, les emprunts ayant fait l'objet d'une couverture par des swaps de taux d'intérêt représentent un nominal de 20,5 millions d'euros. La valeur de marché de ces instruments est de -366 Keuros au 31 décembre 2011.

2.24 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2011 s'élève à 2 565 556 euros vs 2 212 577 euros en 2010.

2.25 FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Valeur d'inventaire des titres			Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Capital (1)	Réserves et report à nouveau (1)	% détenu	Dividendes reçus (2)	Résultat du dernier exercice (2)
	brut	provision	net							
Robertet GMBH	542	148	394			26	364	100,00		4
Robertet Argentina	177		177			404	976	100,00	232	318
Robertet do Brasil	3 132	1 453	1 678			3 361	- 641	100,00		- 1 042
Robertet Espana	162		162			60	2 247	100,00	268	304
Robertet USA	19 880		19 880			2 816	60 034	100,00	4 276	8 334
Robertet Italia	70		70			26	- 4	100,00		17
Robertet Japon	199		199			592	1 727	100,00		256
Robertet de Mexico	139		139			195	6 524	100,00	109	1 531
Robertet UK	392		392	781		138	3 185	93,80		952
Robertet et Cie SA	38		38			64	2 421	100,00		31
Robertet Turquie	976		976			5	1 715	100,00		578
Robertet South Africa Aromatics	460	460				290	- 220	100,00		- 130
Robertet Savoury	3 500		3 500			3 125	3 152	100,00		904
Robertet India	12		12					100,00		
Robertet Iran (3)	200	200		300				49,00		
IS Finances SAS	100		100							
Robertet Beijing	6 233		6 233	564		6 577	301	100,00		-338
Groupe Charabot	16 517		16 517			6 100	57 021	34,92		5527
Manuta (4)	15 019		15 019	888		300	8 897	100,00		-38
Sarl Serei No Nengone	1		1		835			44,00		
Plantes Aromatiques du Diois	3 367		3 367			98	2 123	65,99		257
Fragrant Garden SA	7		7					33,33		
Sous-total	71 123	2 261	68 862	2 533	1 509					
Autres	66		66							
TOTAL	71 189	2 261	68 927	2 533	1 509					

(1) : montant en devise converti au taux de clôture

(2) : montant en devise converti au taux moyen annuel

(3) A noter que la créance consentie à Robertet Iran est provisionnée à 100%, soit 300 K€.

(4) La société Manuta détient 14,95% de Charabot SA et 38,5% de Charabot Participations

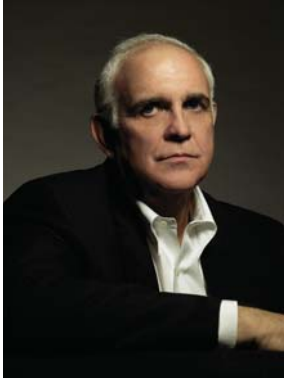
RÉSULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	2007	2008	2009	2010	2011
SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D' EXERCICE					
Capital social	5 541	5 557	5 566	5 608	5 646
Nombre d'actions	2 066 989	2 073 489	2 076 989	2 093 799	2 108 675
Nombre de certificats d'investissement	149 456	149 456	149 456	149 456	149 720
Valeur nominale des titres	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS					
Chiffre d'affaires hors taxes	99 798	97 063	94 074	115 409	144 237
Bénéfice avant impôt, dotation aux amortissements et provisions	14 351	11 244	10 938	25 548	21 198
Impôt sur les bénéfices	2 442	1 100	1 395	2 438	1 566
Bénéfice après impôt, dotation aux amortissements et provisions	6 269	3 048	4 528	18 050	8 542
Montant des bénéfices distribués	4 433	4 008	4 342	6 057	6 098
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT A UN SEUL TITRE					
Bénéfice après impôt, avant dotation aux amortissements et provisions	5,37	4,56	4,29	10,30	8,69
Bénéfice après impôt, dotation aux amortissements et provisions	2,83	1,37	2,03	8,05	3,78
Dividende versé à chaque titre	2,00	1,80	1,95	2,70	2,70
PERSONNEL					
Nombre de salariés	493	488	484	508	535
Montant de la masse salariale	17 231	17 606	17 792	18 296	21 061
Montant versé au titre des avantages sociaux (S.S., oeuvres sociales, etc...)	8 442	8 321	9 377	9 965	11 847

ATTESTATION DU RESPONSABLE
DU RAPPORT FINANCIER 2011
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011



ROBERTET S.A.



ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2011

Monsieur Philippe MAUBERT
Président, Directeur Général

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans les comptes consolidés, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Grasse, le 24 avril 2012

Philippe MAUBERT
Président Directeur Général

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011



ROBERTET S.A.

COGEPARC
Le Thélémos
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIES
Les Docks - Atrium 10.4
10 Place de la Joliette
13002 MARSEILLE

R O B E R T E T
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ROBERTET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;**
- la justification de nos appréciations ;**
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.**

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2011 s'établit à 68,9 millions d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et, le cas échéant, dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans le paragraphe C "Immobilisations financières" de la note 1 de l'annexe "Principes comptables et méthodes d'évaluation". Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des business plans de ces activités.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lyon et Marseille, le 3 mai 2012

Les Commissaires aux Comptes

COGEPARC

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIES

Vincent GROS

R O B E R T E T
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ROBERTET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;**
- la justification de nos appréciations ;**
- la vérification spécifique prévue par la loi.**

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les goodwill, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2011 s'établit à 17,6 millions d'euros, ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans les notes 1.9 « Perte de valeur des goodwill et des actifs immobilisés » et 2 « Goodwill » de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests fondés sur la valeur d'utilité, et contrôlé la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des business plans établis pour chacune des activités ou divisions sous le contrôle du Groupe et nous avons vérifié que les notes 1.9 et 2 de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon et Marseille, le 3 mai 2012

Les Commissaires aux Comptes

COGEPARC

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIES

Vincent GROS

COGEPARC
Le Thélémos
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIES
Immeuble Park Avenue
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

R O B E R T E T
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport des Commissaires aux Comptes
établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce,
sur le rapport du Président du Conseil d'Administration

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société ROBERTET et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et**
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.**

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Lyon et Marseille, le 3 mai 2012

Les Commissaires aux Comptes

COGEPARC

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIES

Vincent GROS

R O B E R T E T
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport spécial des commissaires aux comptes
sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Avec la société GD Conseil

Personne concernée : Monsieur Gérard Delcour, membre du Conseil d'Administration.

Nature : Votre société a eu recours à des prestations de conseil en organisation auprès de la société GD Conseil.

Modalités : La charge comptabilisée au titre de ces prestations s'élevée à 15 000 euros hors taxes au 31 décembre 2011.

Avec la société Charabot SA

Personnes concernées : Monsieur Philippe Maubert, Président Directeur Général, et Monsieur Lionel Picolet, Directeur Général adjoint.

Nature : Votre société a conclu une convention de sous-traitance avec la société Charabot SA à partir du 1er avril 2011 au titre de la production de l'ensemble de son activité composition et parfumerie.

Modalités : La convention de sous-traitance a fixé le coût de refacturation des prestations assurées par votre société à 2,4 euros le kilogramme.

Votre société a facturé un montant de 3 323 milliers d'euros hors taxes à Charabot SA entre le 1er avril et le 31 décembre 2011 au titre de cette convention.

Personnes concernées : Monsieur Philippe Maubert, Président Directeur Général, et Monsieur Lionel Picolet, Directeur Général adjoint.

Nature : Votre société a conclu une convention de cession de stock et matériel avec la société Charabot SA suite à la décision des actionnaires des deux entités d'initier un rapprochement industriel et commercial de longue durée.

Modalités : la société Charabot SA a cédé à votre société :

- Le stock de matières, au prix unitaire moyen pondéré du jour du transfert physique, majoré des coefficients fiscaux en vigueur chez Charabot,
- Le matériel et équipement, à la valeur nette comptable constatée à la fin du mois du transfert physique.

Votre société a facturé à Charabot SA un montant de 4 354 milliers d'euros hors taxes en 2011.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société ROBERTET Beijing

Nature : Votre société a consenti une avance de trésorerie à la société ROBERTET Beijing, détenue à 100%.

Modalités : Cette avance n'est pas rémunérée et s'élève, au 31 décembre 2011, à 730 000 USD.

Avec la société MAUBERT SA

Nature : Votre société a conclu avec la société MAUBERT SA un contrat d'animation de Groupe.

Modalités : La redevance est calculée sur le montant des frais engagés majorés d'une marge de 5%. La charge comptabilisée s'élève à 62 350 euros hors taxes au 31 décembre 2011.

Avec la société MANUTA

Nature et objet : La société MANUTA détenue à 100% a consenti une avance de trésorerie à votre société.

Modalités : Cette avance n'est pas rémunérée et s'élève, au 31 décembre 2011, à 887 584 euros.

Avec la société ROBERTET Iran

Nature et objet : Votre société a consenti une avance de trésorerie à la société ROBERTET Iran détenue à 49%.

Modalités : Cette avance n'est pas rémunérée et s'élève, au 31 décembre 2011, à 300 000 euros.

Avec la société ROBERTET UK

Nature et objet : Votre société a consenti une avance de trésorerie à la société ROBERTET UK, détenue à 93,80%.

Modalités : Cette avance n'est pas rémunérée et s'élève, au 31 décembre 2011, à 652 450 GBP.

Lyon et Marseille, le 3 mai 2012

Les Commissaires aux Comptes

COGEPARC

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIES

Vincent GROS

GROUPE ROBERTET

ROBERTET GRASSE

37, avenue Sidi Brahim
BP 52100
06130 Grasse Cedex
France
Phone : +33 4 93 40 33 66
Fax : +33 4 93 70 68 09
www.robertet.fr

CHARABOT

10 Avenue Yves-Emmanuel Baudoin
BP 22070
06131 Grasse Cedex
Phone : +33 4 93 09 33 33
Fax : +33 4 93 09 33 01
E-mail : contact@charabot.fr

ROBERTET PARIS

43 Rue du Colisée
75008 Paris
Tél: 33 1 44 95 02 80
Fax: 33 1 45 61 93 69

F I L I A L E S

USA

Robertet Flavors Inc
Tél: +1 732 981 8300
Fax : +1 732 981 1717

Robertet Fragrances Inc

Tél: +1 201 405 1000
Fax : +1 201 337 6863

Robertet Fragrances Inc.

New York Creative Center
Tél: +212 710 4600
Fax : +1 212 245 4092

AFRIQUE DU SUD

Robertet South Africa Aromatics
Ltd.
Tél: +27 014 537 2773

ALLEMAGNE

Robertet GMBH
Tél: +49 22 33 39 44 0
Fax: +49 22 33 39 44 20

ARGENTINE

Robertet Argentina
Tél: +54 11 4771 4105
Fax: +54 11 4774 2837

BELGIQUE

Robertet Savoury
Tél: +32 3 641 95 00
Fax: +32 3 645 36 58

BRESIL

Robertet do Brasil Ind. e Com. Ltda
Tél: +55 11 4133 7103
Fax: +55 11 4133 7122

CHINE

Robertet Flavors & Fragrances
(Beijing) CO., LTD.
Tél: +86 10 844 053 38
Fax: +86 10 844 053 39

ESPAGNE

Robertet España SA
Tél: +34 93 417 71 04
Fax: +34 93 417 96 55

GRANDE BRETAGNE

Robertet UK Ltd.,
Tél: +44 1428 647240
Fax: +44 1428 647241

INDE

Robertet Flavours & Fragrances Pvt.
Ltd.
Tél: +91 22 66 95 28 21
Fax: +91 22 66 95 28 24

IRAN

Robertet Sirjan
Tél: +98 21 877 451 16
Fax : +98 21 877 343 19

ITALIE

Robertet Italia Srl
Tél: +39 02 48 00 89 90
Fax: +39 02 48 00 98 03

JAPON

Robertet Japan
Tél: +81 33 666 12 41
Fax: +81 33 666 12 42

MEXIQUE

Robertet de Mexico s.a. de c.v.
Tél: +52 555 686 61 64
Fax : +52 555 685 80 71

SUISSE

Robertet SA
Tél: +41 22 311 31 55
Fax: +41 22 310 31 77

TURQUIE

Robertet Gulyagi ve
Tél: +90 246 553 20 29
Fax : +90 246 553 24 92

VIETNAM

Robertet Vietnam
Representative Office
Hochiminh City
Tél: +84 8 38221845
Fax: +84 8 38221896